

# A.F.K. Organski et l'école de la "transition de la puissance"

Par Bernard Boëne\*

Il y a soixante ans tout juste sortait des presses la première édition d'un ouvrage marquant, porteur d'une théorie alors quelque peu hérétique en matière de relations internationales et de risques de guerre : *World Politics*.<sup>1</sup> L'auteur en est un certain Abramo Fimo Kenneth Organski (1923-1998), Juif italien qui, ayant fui les lois antisémites de Mussolini en 1939, a combattu dans l'armée des États-Unis en 1943-45, ce qui lui a très vite valu d'en devenir citoyen. Il est alors (1958) jeune professeur à l'Université du Michigan.

L'"hérésie" revendiquée pour lui<sup>2</sup> tient à ce que l'ouvrage, en dépit d'une orientation résolument réaliste, tourne le dos à la notion – selon lui imprécise et peu utile – d'équilibre de la puissance ("balance of power"), notion qui pour être très ancienne en Europe<sup>3</sup> est encore neuve en Amérique : elle n'y domine que depuis la conversion de ses élites au réalisme stratégique,<sup>4</sup> soit seulement une décennie avant la sortie du livre. L'empreinte qu'il laisse est forte : il est à l'origine d'une école (peu connue dans le monde francophone<sup>5</sup>) bien vivante aujourd'hui encore, et plus largement d'une mouvance entretenant avec elle des liens de parenté plus ou moins distendus mais assez clairs.<sup>6</sup> Plus diffuse,

---

\* Le présent article reprend, sous un titre différent et une forme à peine abrégée, la substance du chapitre signé du même auteur dans un ouvrage collectif dirigé par Olivier Zajec, à paraître aux éditions Desclée de Brouwer – *L'Âme des scorpions: Figures du réalisme européen dans la théorie des relations internationales*. Il est reproduit ici avec l'aimable permission du directeur de publication et de l'éditeur.

<sup>1</sup> Organski, 1958.

<sup>2</sup> L'expression est celle qu'utilise Ronald L. Tammen, 2008.

<sup>3</sup> Elle y remonte à tout le moins à une lecture synchronique de Thucydide et de son *Histoire de la Guerre du Péloponnèse*. Elle refait surface pendant les guerres de la Renaissance en Italie et dans la politique extérieure d'Henri VIII dès lors que l'Angleterre n'a plus de possessions sur le Continent, avant que David Hume ne codifie, dans son célèbre *Of the Balance of Power* (1748), la pratique stratégique britannique avant même la Guerre de succession d'Espagne et le Traité d'Utrecht qui y met fin (1713). William Robertson (*History of Charles V*, 1769) enfoncera le clou. L'idée, gouvernée par la modération (celle des Whigs du 18<sup>e</sup> siècle anglais), est qu'il est plus sage pour une puissance tierce de s'allier avec le camp des plus faibles dans un conflit, afin de contrebalancer la puissance du plus fort et l'empêcher de dominer l'ensemble, que de s'allier avec le plus fort pour partager avec lui les fruits de la domination (comme avait pu le faire Philippe de Macédoine avec Hannibal, ou comme en avait été tenté Henry VIII au lendemain de la défaite de François 1<sup>er</sup> à Pavie).

<sup>4</sup> L'idée de "balance of power" a été jugée immorale (et liée à une Europe tenue pour *morally degenerate*) par le libéralisme idéologique triomphant en Amérique jusqu'en 1942. La participation du pays à la Seconde Guerre mondiale l'a obligé à réviser quelque peu cette conception, mais ce sont les débuts de la Guerre froide qui persuadent ses élites de l'abandonner. On peut dater cette conversion au réalisme stratégique de la parution en 1948 d'un autre livre marquant, celui de Hans Morgenthau (autre émigré), *Politics among Nations*.

<sup>5</sup> On ne trouve, par exemple, aucune entrée à son nom dans un ouvrage par ailleurs aussi complet que le *Dictionnaire de la guerre et de la paix* (Durieux, Jeangène Vilmer & Ramel, 2017).

<sup>6</sup> C'est le cas de travaux sur l'hégémonie en relations internationales, comme ceux de Robert Gilpin (1981) et de Robert Keohane (1984) ; ou encore ceux de Joseph Nye (1990) sur le rôle du "soft power" dans le maintien du leadership américain, et très récemment ceux de Graham Allison (2017) sur les conséquences pour les États-Unis et le monde de l'accession de la Chine au rang de superpuissance.

l'influence qu'il a exercée sur les politiques américaines à compter des années 1960 n'en est pas moins réelle.

L'idée qui sous-tend l'ouvrage est en effet que la configuration dans l'instant, période par période, du rapport des forces entre États a moins d'influence sur les risques de guerre que l'évolution des hiérarchies de la puissance dans le temps long. Particulièrement critique à cet égard est la phase de transition entre une période où l'arène internationale est sans ambiguïté dominée par un État, et une autre où sa prépondérance est remise en cause par la montée en puissance d'un *challenger* susceptible de l'en priver.<sup>7</sup> Autrement dit, *sauf* – concède-t-il – à la veille d'un conflit ouvert et tout au long de son déroulement, la *dynamique* de la puissance est plus déterminante pour les risques de guerre que la *structure* synchronique du système interétatique. Il s'ensuit que là où les tenants de la doctrine de l'équilibre des puissances voyaient dans leur répartition à parité une promesse de stabilité et de paix, cette école dite de la transition de la puissance ("power transition school") trouve cette promesse dans l'existence et le maintien d'une domination de l'ensemble par une seule puissance, à l'image des *Paces Romana*, *Britannica* ou (désormais) *Americana*.

Plutôt que de s'en tenir à l'ouvrage fondateur et à son signataire, l'élargissement de la perspective aux travaux de l'école tout entière semble se recommander ici. La thèse initiale a fait l'objet depuis lors, en effet, de raffinements et de vigoureux efforts de validation empirique à partir de matériaux historiques : c'est notamment ce qui s'affirme dans un second livre, *The War Ledger*, publié en 1980 et cosigné du maître et de son principal disciple, Jacek Kugler.<sup>8</sup> Leurs épigones et successeurs ont poursuivi l'entreprise.<sup>9</sup>

Le présent chapitre commencera par exposer les concepts et les hypothèses mobilisés par la théorie de la transition de la puissance (TTP) comme cause éventuelle de guerre, puis les conditions de validité du modèle qu'elle propose ; il comparera ensuite la TTP à ses rivales, d'un côté la théorie de l'équilibre des puissances dans ses versions américaines "classique" (Morgenthau) et "structurale" (Waltz), de l'autre l'"institutionnalisme libéral", avant d'examiner les résultats de ses tentatives de validation, puis ses applications à diverses questions pratiques. On procédera pour finir à l'esquisse d'une évaluation critique.

---

<sup>7</sup> La thèse centrale s'inspire bien sûr de Thucydide, référence incontournable des réalistes américains, et n'est donc pas entièrement neuve. Elle est toutefois originale par la lecture *diachronique* que fait Organski de l'*Histoire de la Guerre du Péloponnèse*, en s'appuyant vraisemblablement sur certains passages en ce sens : "La cause véritable, mais non avouée, en fut, à mon avis, la puissance à laquelle les Athéniens étaient parvenus et la crainte qu'ils inspiraient aux Lacédémoniens qui contraignirent ceux-ci à la guerre" [Livre I, XXIII] ; "Car [aux yeux d'Athènes] la guerre contre les Péloponnésiens paraissait inévitable (...)" [*ibid.*, XLIV] ; "Toutes ces luttes des Grecs entre eux et contre le Barbare se placent dans la période de cinquante années qui va de la retraite de Xerxès au début de la présente guerre. Les Athéniens la mirent à profit pour affermir leur domination et développer leur puissance. Les Lacédémoniens, tout en constatant le fait, ne s'y opposèrent que faiblement ; ils demeurèrent la plupart du temps dans l'inaction, car il était dans leurs habitudes de ne pas se décider facilement à la guerre ; ils n'y recouraient que sous la contrainte des événements" [CXVIII]. (Trad. Jean Voilquin, Paris, Garnier Frères, n.d., consultable en ligne à l'adresse : <http://remacle.org/bloodwolf/historiens/thucydide/livre1gra.htm>).

<sup>8</sup> Organski & Kugler, 1980.

<sup>9</sup> Cf. Kugler & Lemke, 1996 ; DiCicco & Levy, 1999 ; Tammen, Kugler & Lemke, 2000 ; Efrid, Kugler & Genna, 2003 ; Abdollahian & Kang, 2008.

## Concepts et hypothèses

### Le concept de puissance et son opérationnalisation

Réaliste, la TTP l'est par le rôle fondamental qu'elle fait jouer à la puissance.<sup>10</sup> Si sa définition (capacité d'une nation à s'assurer du contrôle du comportement d'une autre à ses propres fins) ne pose guère de problème au niveau le plus abstrait, autrement difficile est l'énumération des facteurs qui y concourent, c'est-à-dire des indicateurs qui permettront de la mesurer. La plupart des auteurs finissent toujours par les fixer par convention, ce qui implique une part d'arbitraire (et explique pour une part leurs divergences). Organski et ses disciples n'échappent pas à la règle. Ils font d'abord reposer la puissance sur la disponibilité de ressources humaines et matérielles, et choisissent pour indicateur de base le PIB<sup>11</sup> : reflet synthétique<sup>12</sup> de la population en âge de travailler et de combattre, et de la productivité, elle-même fonction du niveau technologique, de l'éducation, de l'intensité capitaliste et de la capacité à financer l'effort militaire.<sup>13</sup>

Cette dernière ne va toutefois de soi que si les élites gouvernantes sont en mesure d'extraire ces ressources matérielles et humaines de la société, et d'agréger les diverses contributions qu'apportent les individus pour les mettre au service des buts que se fixe la nation.<sup>14</sup> Ceci implique un certain niveau de *développement politique*, dont l'indicateur finalement choisi sera l'ampleur des prélèvements fiscaux, reflet d'un consentement à l'effort national,<sup>15</sup> c'est-à-dire d'un engagement civique.

La puissance est donc le produit de facteurs démographiques, économiques et politiques<sup>16</sup> :  $P = \text{PIB} * \text{CRP}$  (capacité relative de prélèvement). Et puisque la théorie fait de sa dynamique relative le fondement des risques de guerre majeure, la variable centrale

<sup>10</sup> En revanche, contrairement à la *balance of power theory*, ni l'intérêt national, qu'elle voit comme largement indéterminé, ni son identification à la maximisation de la puissance, n'y jouent de rôle.

<sup>11</sup> Les versions de la TTP antérieures aux années 1990 mentionnaient le PNB.

<sup>12</sup> Ils adopteront plus tard le *Composite Index of National Capabilities* (CINC) mis au point par J. David Singer dans ses *Correlates of War* (New York, Free Press, 1980), fondé sur la moyenne arithmétique non pondérée de 6 pourcentages reflétant la part d'un pays donné dans le total mondial, s'agissant (1) de sa population d'ensemble, (2) de sa population urbaine, (3) de sa production métallurgique, (4) de sa consommation d'énergie primaire, (5) de ses dépenses militaires et (6) de ses effectifs sous les drapeaux. Ils ajouteront toutefois que le PIB présente l'avantage, que n'a pas le CINC, de pouvoir être ventilé par région. Ils précisent cependant que si la corrélation entre PIB et CINC est forte dans les pays développés, elle peut s'avérer beaucoup plus faible dans les pays qui ne le sont pas, ce qui invite à une certaine prudence dans l'estimation de la puissance de ces derniers sur le seul fondement du PIB.

<sup>13</sup> Organski & Kugler, 1980, p.33. Ils ajouteront plus tard qu'il convient de prendre en compte l'aide extérieure éventuelle.

<sup>14</sup> *Ibid.*, p.71. À noter que le vocabulaire de la TTP privilégie le terme de "nation" là où manifestement il est surtout question d'État.

<sup>15</sup> Un premier raffinement consistera en la prise en considération de la capacité à allouer de manière optimale les ressources ainsi dégagées. Les raffinements les plus récents ont consisté à complexifier quelque peu la notion de développement (ou de "performance") politique en ajoutant de nouveaux critères, et à mettre au point en la matière des mesures synthétiques comparables au PIB en matière économique. Cf. Tammen, Kugler & Lemke, 2011.

<sup>16</sup> À la suite de Kenneth Boulding (1962), D. Lemke y ajoutera plus tard (1995) un facteur géographique sous la forme d'un gradient de distance susceptible d'amoinrir la puissance de l'État le plus éloigné du lieu de conflit dans une relation dyadique, et de produire des effets inattendus, comme ce fut le cas, nommément cité, dans la guerre russo-japonaise de 1905.

susceptible d'éclairer les risques de guerre sera l'évolution différentielle des taux de croissance entre nations du premier rang, à l'échelle du monde ou à celle de la région. Les effets de rythmes de croissance divergents ne pouvant se faire sentir dans le court terme, l'échelle de temps retenue par la TTP est celle d'environ une génération (au moins 20 ans).

### **Préférence pour le *statu quo*, révisionnisme et satisfaction des élites**

La théorie souligne d'emblée le constat historique que toutes les transitions de la puissance ne débouchent pas sur la guerre. Ainsi, le Royaume-Uni a de bonne grâce consenti à la montée de la puissance américaine au tournant du 20<sup>e</sup> siècle, et pour finir (après 1945) à la substitution d'une *Pax Americana* à la *Pax Britannica*. Ainsi encore, la montée en puissance économique de la Communauté, puis de l'Union Européenne n'a à aucun moment été vécue par les États-Unis comme un défi posé à leur *leadership*, et malgré nombre de divergences de détail, l'Europe s'en est remise à la puissance américaine pour assurer sa sécurité : une guerre entre ces entités politiques paraît impensable. C'est donc que les relations internationales ne sont pas faites uniquement d'antagonismes, mais qu'elles recèlent également de la confiance et de la coopération – ceci malgré la compétition générale pour les ressources qui se déduit de leur rareté relative, et du fait que toutes ne sont pas disponibles à l'intérieur des frontières.

Comment dès lors rendre compte de la direction, antagonique ou coopérative, que prennent les relations dyadiques entre États ? La réponse à cette question réside dans le degré de satisfaction des élites des diverses nations concernées à l'égard des réalités, principes et normes qui régissent l'ordre international existant, dicté par sa hiérarchie de la puissance. Le degré de coopération entre nations en compétition est une fonction directe de leur satisfaction partagée à l'endroit du *statu quo* international. À l'inverse, une dyade marquée par l'attachement à l'ordre existant dans un camp, et par le révisionnisme né de l'insatisfaction dans un autre (surtout si elle est globale plutôt que sélective), s'expose à des antagonismes plus élevés et, au plus haut niveau de la puissance, à des risques de guerre majeure – si c'est le cas, à l'initiative du challenger insatisfait et révisionniste.<sup>17</sup>

Organski n'avait pas initialement opérationnalisé révisionnisme et attachement au *statu quo* aussi nettement qu'il avait pu le faire pour les facteurs économiques et politiques de la puissance. Œuvrant dans le cadre d'une méthodologie positiviste, il les déduisait de comportements objectifs passés. Ses successeurs s'y sont en revanche essayés à de multiples reprises : la mise au point de mesures de la satisfaction les a longtemps occupés sans déboucher sur une solution unique susceptible de réunir un consensus.

La première mise sur le degré d'homologie des "portefeuilles" de participations à des alliances ou associations entre États : plus celui d'une nation donnée est proche du portefeuille de liens extérieurs de la nation dominante, plus on peut considérer la première comme satisfaite et attachée au *statu quo* que défend la seconde, et vice versa. Deux nations proches de la nation dominante par les priorités de politique extérieure ont toutes

---

<sup>17</sup> Organski se sépare ici de Thucydide qui, bien que relativement ambigu sur ce sujet, laisse entendre que l'initiative de la guerre du Péloponnèse fut celle de Sparte, puissance jusque-là dominante.

les chances d'être satisfaites de leurs relations mutuelles. L'opérationnalisation se fait alors au moyen de l'indice Tau-B de Kendall, qui quantifie le degré de concordance monotone entre variables qualitatives ordinales,<sup>18</sup> ou de divers indices parmi lesquels, entre autres, celui dit de la "mesure S".<sup>19</sup> Là encore, on fait confiance au passé pour inférer des comportements à venir : or, la tendance n'est pas le destin, et là se fait jour une faiblesse potentielle. Une autre fragilité réside en ce que certaines associations peuvent n'être pas sincères (par exemple, le Pacte germano-soviétique de 1939-41), que l'absence totale d'associations communes entre deux États ne renvoie pas toujours à une défiance entre elles (elle peut être due à des cercles de relations éloignés et qui ne se recoupent pas), et que certains pays très liés (par exemple, États-Unis et Israël après 1967) peuvent n'avoir jamais formalisé leur relation.

Une seconde mesure focalise sur l'évolution des arsenaux militaires et les ventes ou transferts d'armements. L'hypothèse est ici qu'on s'arme pour se mettre à l'abri d'agressions ou de chantages en cas de dissentiments avec d'autres, ou qu'on transfère des armes à des amis plutôt qu'à des adversaires. Aisément quantifiables, ces variables ne sont pourtant pas des indicateurs entièrement fiables : on peut vendre des armes à des États tiers avec lesquels on a peu d'affinités ou d'intérêts communs par ailleurs, et il arrive (comme en Afghanistan pendant l'occupation soviétique) qu'on arme un État ou des groupes non-étatiques susceptibles de se retourner contre le donateur dans la séquence suivante.

Devant la fragilité de ces mesures, on peut s'étonner que des méthodes propices à la quantification aussi évidentes que l'analyse lexicographique de corpus de textes à caractère doctrinal, ou des enquêtes internationales par sondages sur les attitudes d'un milieu donné (comme celles que conduit le Pew Research Center), ne soient pas évoquées alors même qu'elles semblent mieux adaptées à ce qu'on cherche à mesurer. La méthodologie générale objectiviste, qui met l'accent sur les comportements plus que sur les intentions ou attitudes, semble seule pouvoir en rendre compte.

Un point important est la définition négative proposée de la satisfaction. Les pays en harmonie avec la puissance dominante, et qui forment avec elle une coalition appuyée sur des institutions internationales en faveur du *statu quo*, ne sont pas nécessairement ceux qui en tirent le plus d'avantages en termes de richesse ou de sécurité.<sup>20</sup> Il convient donc de considérer la satisfaction comme relative, et de l'asseoir sur la conviction que tout autre ordre international, fondé autour d'une autre puissance dominante, serait moins avantageux encore pour les pays concernés.

---

<sup>18</sup> Altfeld & Bueno de Mesquita, 1979 ; Organski & Kugler, 1980, *op.cit* ; Kim, 1989.

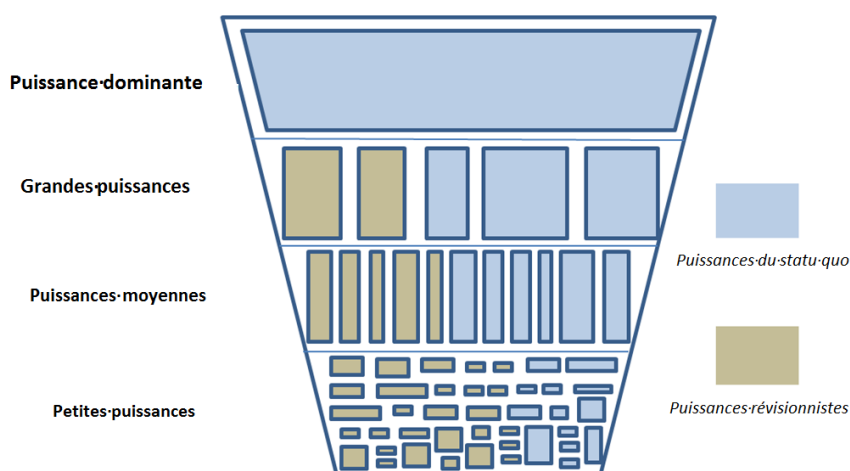
<sup>19</sup> Signorino & Ritter, 1999.

<sup>20</sup> L'exemple mobilisé est ici une comparaison entre l'URSS et le Royaume-Uni des années 1950 : alors que la première connaît à ce moment une croissance forte, le second voit sa puissance relative stagner. La conclusion selon laquelle l'Union Soviétique deviendrait alors une puissance du *statu quo* tandis que la Grande-Bretagne rejoindrait les rangs des puissances insatisfaites serait manifestement erronée. La réalité s'éclaire si l'on adopte la définition négative de la satisfaction : les Britanniques savent qu'un monde dominé par l'URSS leur serait plus défavorable encore en termes de sécurité et de prospérité économique que l'ordre institué par la puissance américaine ; les Soviétiques, de leur côté, peuvent espérer faire encore mieux en imposant un nouvel ordre mondial soumis à leur tutelle.

## Hierarchie de la puissance

L'école de la transition conçoit la structure de l'ordre interétatique mondial comme verticale : formée de puissances inégales. Elle comporte, outre un État dominant, de petites, moyennes et grandes puissances, les effectifs de chaque catégorie diminuant au fur et à mesure qu'on s'élève dans l'échelle qui les mesure. Certaines sont insatisfaites et révisionnistes, d'autres se satisfont du *statu quo* ; le nombre des premières peut être élevé sans que ne soit remis en cause l'ordre international existant et sa stabilité tant que la puissance cumulée des secondes demeure sans équivoque supérieure à celle de toute coalition adverse possible.

Ce que la TTP représente comme suit :



**Figure 1** : Structure de l'ordre interétatique

Une telle vision se distingue de celle que mettent en avant des auteurs (Gilpin, Keohane) qui raisonnent en termes d'*hégémonie* – terme que la TTP se garde d'employer. La différence est que là où elle voit la nation dominante *gérer* l'ordre du monde en suscitant, notamment au moyen d'institutions internationales, de la satisfaction, de la coopération, de la confiance et du soutien, un *hegemon*, vu comme disposant d'une puissance écrasante,<sup>21</sup> est en mesure d'*imposer* unilatéralement un ordre stable.

Le même type de hiérarchie se retrouve au niveau régional,<sup>22</sup> comme par exemple en Amérique latine, au Moyen-Orient, ou en Asie méridionale, avec des conséquences

<sup>21</sup> La critique qu'oppose la TTP à ces formulations voisines est que la domination écrasante d'une puissance sur l'ensemble du monde ne s'est historiquement réalisée qu'une fois au cours des 4 derniers siècles – dans l'immédiat après-Seconde Guerre mondiale, en raison de l'état de dévastation dans lequel se trouvaient l'Europe et de l'Asie en 1945. Le seul aspect par lequel les États-Unis dominent le monde depuis lors est leur niveau de dépenses militaires, qui n'est pas très éloigné du chiffre de 50% du total mondial dont se servent ces formulations pour définir l'hégémonie. La différence entre elles et la TTP apparaît ici nettement : là où les premières mettent l'accent sur la puissance militaire, la seconde accorde un primat à la puissance globale, qui inclut les dimensions économique, démographique et politique interne, et leur fait jouer le rôle principal. La TTP s'intéresse donc beaucoup plus à la "grande stratégie", ou comme aurait dit Lucien Poirier à la "stratégie intégrale", qu'elle voit comme dictée sans beaucoup de marges de manœuvre par l'évolution du système, qu'à la stratégie proprement militaire.

<sup>22</sup> Lemke, 2002.

différentes pour la stabilité selon qu'une puissance y est ou non clairement dominante. Les interférences entre politiques mondiale et régionales sont à sens unique : les conflits ou antagonismes mondiaux influent sur ceux qui ont cours dans telle ou telle région, où couramment les très grandes puissances interviennent ou font pression, sans qu'on observe l'inverse. En d'autres termes, tandis que la conflictualité de niveau global peut déborder sur l'échelon régional, les conflits régionaux ne dépassent généralement pas leur cadre d'origine.

Toutefois, on l'a dit, la structure hiérarchique de l'ordre international existant, en dehors des phases de conflit ouvert, n'a *de soi* que peu de pouvoir explicatif. Le rôle principal à cet égard réside pour la TTP dans son caractère évolutif : dans les changements qui lui sont apportés au fil du temps.

### Phases de transition

La clé de l'ordre mondial ou régional et de son évolution réside dans la compétition, pouvant dégénérer en conflit, entre puissances du tout premier rang pour la définition de cet ordre. Le changement principal qui peut l'affecter survient lorsqu'une très grande puissance, au terme d'une expansion longue et soutenue de son potentiel économique et politique, est en mesure de modifier le *statu quo* aux dépens de l'État qui le définissait et le soutenait dans la séquence précédente. La transition se définit comme la phase critique où se croisent les courbes de croissance de la puissance ascendante et de la puissance dominante en déclin relatif. Plus précisément, la période la plus fertile en risques de détérioration de leurs relations, éventuellement de conflit, se situe dans la "zone de dépassement" : l'intervalle de temps où le différentiel de puissance entre elles est inférieur à 20% en faveur, puis au détriment de l'État jusque-là dominant. Autrement dit, lorsqu'on s'approche ou qu'on ne s'éloigne pas trop de la parité entre le dominant et son challenger. Particulièrement crucial est le moment qui suit le dépassement de l'ancien État dominant par le nouveau :

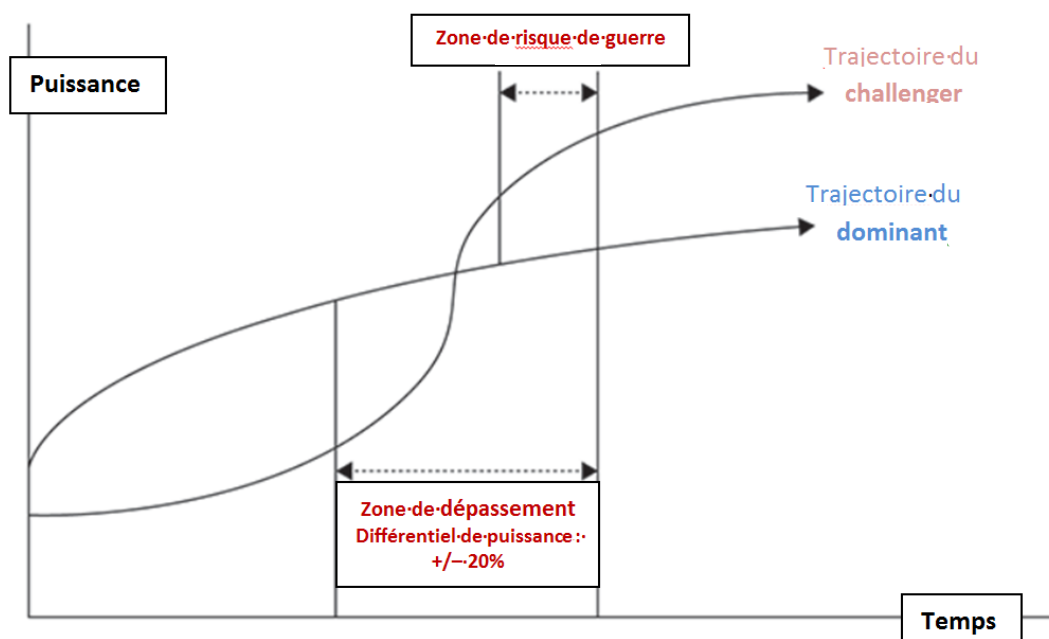


Figure 2 : Transition de la puissance et risques de guerre

Trois scénarios se présentent. Dans le premier, la confiance et la coopération sont présentes entre les deux principales puissances : la guerre est peu probable. Dans le second, elles sont absentes, et la guerre menace. Dans le troisième, la confiance existe d'un côté mais non de l'autre : la probabilité du conflit dégénérant en guerre est de 50%. Dans ce dernier cas, le facteur potentiellement décisif est la satisfaction ou insatisfaction relative des élites du challenger à l'égard du *statu quo* international.

De façon intéressante, les tenants de la TTP indiqueront plus tard que ce qui vaut pour les risques de guerre entre nations vaut également pour la vie politique interne, et les risques de guerre civile qu'elle peut receler : dans l'un et l'autre cas, la parité des forces en présence, l'insatisfaction de leurs élites respectives, l'absence de confiance mutuelle et le manque de normes historiquement enracinées en matière politique sont un mélange détonnant. Il existe donc, aux yeux des tenants de la TTP, une homologie de structure entre politiques extérieure et intérieure, qui la sépare radicalement de certaines autres variétés de théorie réaliste.

Le scénario du pire soulève la question de la guerre préventive comme solution s'offrant à la puissance dominante pour empêcher son challenger révisionniste de croître jusqu'à la dépasser. Or, l'historiographie montre qu'une telle éventualité ne se réalise que très rarement. Outre que des nations satisfaites sont peu portées à la guerre, deux explications sont avancées. La première tient au fait d'expérience qu'une nation défaite et frustrée renaît de ses cendres, reconstruit sa puissance et reprend sa marche en avant en une génération : c'est ce que la TTP dénomme le "Phoenix Factor",<sup>23</sup> lequel promet à terme un renouveau, voire un regain du conflit. La seconde réside dans l'incertitude relative qui entoure le degré d'insatisfaction des élites du challenger, et qui gêne l'État dominant dans son appréciation de l'opportunité d'une guerre préventive, avec tous les risques immédiats et ultérieurs qu'elle peut comporter.

La version initiale de la TTP, celle d'Organski en 1958, ne s'intéressait qu'aux relations dyadiques entre États : les alliances n'intervenaient que pour réfuter l'argument des tenants de la *balance of power theory* selon lequel, par la facilité qui préside à leur formation ou leur dissolution, elles sont un élément de souplesse du système interétatique. Elles lui apparaissent au contraire comme beaucoup plus inflexibles qu'avant le 19<sup>e</sup> siècle en raison des coûts qu'elles impliquent (entretien de bases, standardisation des équipements et des doctrines), de l'interdépendance économique qu'elles induisent entre alliés, et des justifications avancées pour les légitimer par les élites de chaque pays-membre (qui ne peuvent en changer à volonté sans se décrédibiliser ni soulever d'importantes controverses internes). Le *War Ledger* de 1980 se contente d'en faire un indicateur de la perception de dangers parmi les élites. Le traitement de la question de l'influence des alliances sur le risque de guerres majeures est venu un peu plus tard, et il

---

<sup>23</sup> L'exemple utilisé est celui des années 1945-1970 : parmi les Alliés, les vaincus de la Seconde Guerre mondiale (Japon, Allemagne et Italie) se sont relevés plus vite que les vainqueurs (France, et surtout Grande-Bretagne), alors même que ces derniers avaient plus bénéficié de l'aide économique américaine et de prêts d'institutions financières internationales que les premiers. Cf. Organski & Kugler, 1977.



est d'abord le fait d'un auteur, Woosang Kim, qui s'inscrit en faux contre la TTP sur ce point. Mais, puisque sa thèse est que la prise en compte des alliances, lorsqu'on les substitue dans l'analyse aux États du premier rang, ne change pas de manière fondamentale le schéma d'origine, voire en accentue les traits centraux,<sup>24</sup> il sera purement et simplement annexé par l'école de la transition dans la période qui suit.

### **Intégration**

Lorsqu'elles existent, la coopération et la confiance entre États nées de la satisfaction partagée à l'égard du *statu quo* international sous l'égide de la puissance dominante et des institutions qu'elle a mises en place encouragent les rapprochements et les efforts d'intégration allant jusqu'à des abandons sélectifs de souveraineté, dont la construction européenne fournit le meilleur exemple. L'avantage de la TTP sur ses concurrentes, qui les pensent séparément et s'opposent sur ce point,<sup>25</sup> est qu'elle permet de penser ensemble le conflit et la coopération comme participant d'un seul et même processus gouverné par la présence ou l'absence de satisfaction. C'est ce que soulignent ses auteurs centraux,<sup>26</sup> qui ajoutent qu'on peut par son moyen rendre compte, à l'échelon régional, des tendances contemporaines inverses : hostiles aux institutions et à l'intégration internationales.<sup>27</sup>

### **Socialisation**

Dernier apparu des concepts mobilisés par la TTP,<sup>28</sup> la socialisation renvoie aux efforts consentis par la puissance dominante pour *persuader* son challenger insatisfait d'accepter les normes de l'ordre international existant et de s'y conformer, ceci afin d'éviter l'affrontement. Son inclusion dans les institutions internationales, la place qui lui est réservée dans le commerce mondial, la modération des remontrances idéologiques sur ses pratiques internes, l'encouragement donné aux alliés de renforcer leurs relations avec lui, l'absence d'initiatives susceptibles de le provoquer sur des sujets sensibles pour lui, les investissements directs et autres incitations économiques font partie de la panoplie. Bien que l'influence culturelle ne soit guère mentionnée, ces égards et ce soin ne sont plus très loin de la "soft power" de Joseph Nye : inflexion significative qui rapproche la TTP de l'institutionnalisme libéral.

### **Conditions de validité de la théorie**

Bien que ses tenants aient tendance à la présenter comme d'application quasi universelle, la TTP connaît quelques restrictions non négligeables quant à sa portée.

---

<sup>24</sup> Kim, 1989, 1991, 1992, 1996, 2002 ; Kim & Morrow 1992.

<sup>25</sup> Les tenants réalistes de l'équilibre des forces pensent le conflit dans ses formes les plus abruptes, et sont peu armés pour penser l'intégration ; les néo-libéraux kantien pensent l'intégration, mais peu ou mal le conflit, vu comme pathologique.

<sup>26</sup> Tammen, Kugler & Lemke, 2017.

<sup>27</sup> Kugler, Fisunoglu & Yesilada, 2015 ; Yesilada, Kugler, Genna & Tanrikulu, 2017.

<sup>28</sup> Organski & Tammen, in Kugler & Lemke (eds.), 1996.

D'abord, elle ne s'intéresse qu'aux guerres majeures,<sup>29</sup> et ne s'applique (Organski *dixit*, dès la première édition) qu'à l'histoire contemporaine : à la période qui commence avec la révolution industrielle. En second lieu, elle ne vaut, on l'a dit, que pour le temps long : les risques de guerre gouvernés par la conjoncture lui échappent. En troisième lieu, elle fonctionne moins bien à l'échelon régional qu'à l'échelle du monde, parce qu'il est plus difficile, s'agissant des États moins développés qui y sont nombreux et qui peuvent compter à ce niveau, de cerner leur puissance réelle et le degré de satisfaction ou insatisfaction de leurs élites à l'égard du *statu quo* existant dans leur région.

À ces restrictions assez clairement reconnues par ses tenants s'ajoutent des conditions de validité dont ils ne font pas mention. La première est que, mettant l'accent principal sur les facteurs démographiques, économiques et politiques, elle fait assez peu de cas des considérations de pure stratégie militaire : la TTP ne se préoccupe pas beaucoup d'options capacitaires, de positions et de bases à s'assurer, de mégatonnes ou de percées technologiques, de culture stratégique et militaire ou de contrôle politique des armées, et encore moins de dissuasion (cf. *infra*), comme facteurs propres à augmenter ou à inhiber les risques de guerre. Elle a donc les défauts de ses qualités : avant tout soucieuse de "grande stratégie" (incluant les dimensions économique, démographique, et de politique interne aux États), elle situe son propos en amont et en aval de la guerre, et en vient à oublier les considérations liées à sa préparation et à sa conduite. Elle ne semble donc s'appliquer que dans des contextes où les facteurs proprement militaires ne perturbent pas – n'interfèrent pas avec – la mécanique de l'évolution des différentiels de puissance globale.

La seconde est que voyant – jusqu'à une date très récente – la satisfaction ou l'insatisfaction à l'endroit de l'ordre international existant comme une variable dichotomique, elle se condamnait à ignorer certaines nuances non négligeables quant à leurs conséquences. Il est tout à fait possible en effet que satisfaction et insatisfaction connaissent des degrés, qu'elles varient selon les aspects considérés – qu'elles soient bi- ou multidimensionnelles –, et même qu'elles s'équilibrent de manière durable si l'importance attachée à ces aspects diversement appréciés s'avère égale dans la durée.<sup>30</sup> Elle ne fonctionne donc bien que là où satisfaction ou insatisfaction sont univoques.

---

<sup>29</sup> La TTP ne s'applique pas aux guerres entre petites puissances, ou entre grandes et petites, qui selon *The War Ledger* (chapitre 1) n'ont que peu à voir avec l'évolution de la puissance relative des États concernés. Elle porte sur des guerres opposant des puissances du premier rang, susceptibles d'affecter le système interétatique dans son ensemble, et se traduisant par un risque majeur pour le perdant et un volume élevé de pertes humaines.

<sup>30</sup> Elle se rend ainsi incapable de penser les situations de dépendance mutuelle comme celle qui caractérise les rapports entre Chine et États-Unis depuis trois décennies : la Chine finance les déficits publics américains en étant le principal acheteur et détenteur de bons du Trésor US, mais elle dépend de l'ouverture du marché américain pour des exportations qui sont jusqu'aujourd'hui le moteur principal de son développement économique. Cette vulnérabilité réciproque – la vente massive par les Chinois de titres de la dette publique américaine serait catastrophique pour Washington, comme le serait pour Pékin la fermeture de l'accès au marché américain des produits de l'"usine du monde" – peut expliquer pour une large part la modération dont font preuve jusqu'ici les deux puissances dans leurs relations (et qui peut prendre fin quand les Chinois substitueront la consommation interne aux exportations comme moteur de leur croissance).

## Comparaison avec les théories rivales

Les théories réalistes en présence ont en commun d'accorder à la puissance et aux États, vus comme unitaires, un rôle-clé en matière de politique internationale (ce qui les distingue de la tradition kantienne, laquelle leur refuse ce monopole et voit dans les institutions le moyen de réguler l'ordre international et d'éviter la guerre). Les réalistes ont encore en commun (en dehors des wébériens : Aron, Janowitz) une approche nomothétique : ils cherchent à dégager des lois générales, au moins probabilistes. Là s'arrêtent leurs convergences. La divergence principale entre la TTP et les autres théories réalistes réside, on l'a dit, dans les conséquences diamétralement opposées qu'elles attribuent aux configurations du système interétatique marquées par l'équilibre et la parité des puissances du premier rang : source de guerre majeure probable sous certaines conditions pour la première, d'homéostasie plus propice à la paix pour les secondes. Une seconde divergence tient au type de puissance – globale, ou essentiellement militaire – qu'elles prennent en considération. Mais comme on va le voir en abordant le détail, il est entre elles d'autres différences.

### Le réalisme classique : Morgenthau<sup>31</sup>

Cette variété de réalisme confère à ce terme une acception large à plusieurs dimensions. Le réalisme est d'abord moral : le Mal existe, il réside dans une nature humaine que caractérise un *animus dominandi* qui pousse à l'agressivité et à la maximisation de la puissance disponible. (Morgenthau est ici l'héritier de Hobbes et du pessimisme qui fut celui du pasteur Reinhold Niebuhr<sup>32</sup> dans les années 1930). Il est ensuite politico-stratégique : seule la puissance peut arrêter la puissance (on discerne là l'influence classique de Machiavel, et une transposition à l'international des *checks and balances* de Locke). Pour se donner une chance de tenir le Mal et la guerre en respect, il faut connaître les lois qui gouvernent la politique internationale comme la société. Ces lois sont objectives – le réalisme ici est encore ontologique : il existe une réalité extérieure qui s'impose à nous –, et une théorie fondée sur les faits comme sur la raison nous permet de les appréhender. Elles sont spécifiques : distinctes de celles de l'économie, de la morale, de la religion ou de l'esthétique, et puisque fondées sur la nature humaine, elles sont universelles dans l'espace comme dans le temps. Elles n'ont rien à voir avec la subjectivité (motivation, préférences idéologiques) des décideurs politiques, et les contraignent. Elles indiquent d'abord que le comportement des États est dicté par l'intérêt national, qui commande de maximiser les avantages et de minimiser les risques. Si la possibilité existe de politiques irrationnelles, la prudence – le souci des conséquences de l'action – exige la rationalité et la connaissance des lois objectives. Si le contenu de l'intérêt national peut varier en fonction des contextes politiques et culturels, l'idée d'intérêt est l'essence même de la politique (comme l'ont reconnu, précise-t-il, des personnages aussi différents que Thucydide, Washington, Lord Salisbury et Max Weber) : l'entente durable ne peut reposer

---

<sup>31</sup> Morgenthau, 1978.

<sup>32</sup> Niebuhr, 1932.

que sur l'absence d'intérêts opposés. Et si l'État-nation actuel est un fruit de l'Histoire et comme tel sans doute destiné à disparaître un jour pour laisser la place à des entités politiques plus larges, les principes et préceptes du réalisme continueront à valoir à l'extérieur comme à l'intérieur de ces entités. C'est la considération de l'intérêt supérieur, défini comme l'acquisition de la puissance nécessaire, qui met à l'abri de l'exaltation morale et de la folie politique, et doit présider à la formulation de la politique extérieure.

Il suit de ces principes que l'approche la mieux adaptée à la politique internationale au plan épistémologique est objectiviste et rationaliste : Morgenthau définit là une norme qui prévaut encore dans une large part des études internationales et stratégiques aux États-Unis.

Comment de tels préceptes se comparent-ils à ceux de la TTP ? Les deux théories ont en partage une méthodologie générale objectiviste et l'idée d'une homologie de structure entre politiques extérieure et intérieure.<sup>33</sup> Mais Organski et ses disciples et successeurs laissent indéterminé l'intérêt national : sa définition est fonction de la satisfaction ou non des élites à l'égard du *statu quo*, c'est-à-dire des subjectivités (valeurs, représentations, humeurs) qui dominent en leur sein.<sup>34</sup> Il n'est pas question chez eux d'une nature humaine agressive qui impose à tous les États une maximisation de leur puissance,<sup>35</sup> trait que selon la TTP on ne rencontre au mieux que dans le cas des États révisionnistes en phase de dépassement de l'État inspirateur et maître de l'ordre international existant.

De même, contrairement à Morgenthau, l'agresseur prévisible n'est pas pour eux la puissance dominante, par construction satisfaite, mais le challenger. Enfin, l'idée d'une autonomie du politique à préserver de toute interférence d'autres dimensions de la condition humaine (notamment de la morale et du droit, que fustige le réalisme classique comme traits centraux de la politique extérieure américaine jusque-là) est absente chez Organski et son école puisqu'ils accordent une place centrale à l'économie dans la définition de la puissance et qu'ils limitent la politique à la capacité de mobilisation de l'opinion et de prélèvement de ressources qui est celle des élites en fonction de leur satisfaction ou insatisfaction à l'endroit de l'ordre régnant dans l'arène internationale : la nature et le contenu des relations politiques entre États y font figure d'écume des jours.

---

<sup>33</sup> Cette homologie est toutefois plus marquée chez les tenants de la TTP que chez Morgenthau, qui préserve la spécificité des relations internationales, faite d'un moindre degré de coopération qu'en politique intérieure.

<sup>34</sup> La TTP refuse de faire reposer la prévisibilité des comportements sur le postulat (présent chez les tenants de l'équilibre des forces) d'une rationalité uniforme des acteurs. Si la subjectivité collective des élites est importante (les motifs d'insatisfaction à l'égard du *statu quo* ne sont pas nécessairement objectifs), alors il faut envisager comme possible leur irrationalité, d'ailleurs historiquement souvent attestée. Au demeurant, retenir ce postulat serait se priver des cas (assez nombreux) de guerre irrationnellement déclenchée, rendant ainsi difficile la validation empirique à cause d'un nombre insuffisant de cas pour permettre l'application d'une analyse statistique assurée d'elle-même.

<sup>35</sup> Si la maximisation de la puissance et l'agressivité étaient la règle universelle, relèvent Organski et Kugler (1980, *op.cit.*), on ne comprend pas pourquoi la Suède d'après 1814 n'est pas restée la puissance guerrière qu'elle était au 17<sup>e</sup> siècle, ni que les États-Unis d'aujourd'hui, extravertis et dominants, ont pu être longtemps une puissance pacifique et isolationniste. Dans les deux cas, le changement s'éclaire si l'on prend en compte la position de puissance relative de ces pays et la conversion normative de leurs élites.

### Le réalisme structural : Waltz<sup>36</sup>

L'ambition de Kenneth Waltz – élaborer une théorie générale des relations internationales, au sens d'un système hypothético-déductif formé de propositions empiriquement testables, aux termes rigoureusement définis à partir d'une conceptualisation de la réalité observée, et dont les relations peuvent être mathématiquement formalisées, à l'instar de la physique, ou de l'économie à la manière de Walras ou Pareto –, le distingue de ses prédécesseurs réalistes, notamment de Morgenthau.

Waltz livre en 1979 une vue d'ensemble vite qualifiée de néoréaliste, qui brave hardiment l'argumentaire avancé par Raymond Aron pour affirmer qu'une telle théorie n'est pas envisageable.<sup>37</sup> Elle combine une ontologie objectiviste holiste et une approche rationaliste, qu'il fonde sur l'idée que la structure décentralisée et anarchique du système international (par absence d'État mondial) et les impératifs qui en découlent (pour chaque État, se défendre comme seul il peut le faire pour survivre, et veiller s'il le peut à l'équilibre du système) permettent de dépasser les analyses historiques traditionnelles dans la discipline, et de satisfaire aux exigences de la science pour penser les relations internationales – d'en prédire le cours au moyen de lois faisant système. Le rôle que Waltz attribue au *chaos* du système international (qu'il assimile, en empruntant à Durkheim, à un ensemble de sociétés segmentaires soumises à une solidarité mécanique interne, sans liens forts entre elles) souligne la différence qui sépare néoréalistes et réalistes classiques. Alors que pour ces derniers la puissance était une fin en soi dérivée de la nature humaine, elle n'est chez Waltz et ses émules que le moyen qu'impose un système international anarchique. Waltz opte donc pour une position plus modérée et rationaliste que ses aînés. Mais plus que d'autres, il réduit les relations internationales aux seuls rapports externes de puissance politico-militaire : les variables sub-systémiques, celles qui renvoient au fonctionnement interne des États, sont tenues par lui pour non pertinentes. Le postulat de rationalité des États lui permet, une fois caractérisée la structure du système interétatique, de prédire leur comportement.

Waltz a donc considérablement durci les traits du positivisme déjà noté parmi les réalistes américains, en ramenant de manière anhistorique les relations internationales à une pure physique des puissances, définies comme avant tout militaires. Il est aussi l'un de ceux qui ont poussé le plus loin la formalisation des conséquences des diverses configurations possibles du système des États, pour conclure que la bipolarité à parité de puissance est la structure la plus stable, la multipolarité la moins lisible et la plus instable, et le déséquilibre source de guerre à cause de la tentation du plus fort de pousser son avantage. Les armes nucléaires, en augmentant considérablement les coûts potentiels en

<sup>36</sup> Waltz, 1959 ; 1979.

<sup>37</sup> Aron, 1967. Waltz lui-même (1990) résume de la manière suivante les objections d'Aron : multiplicité des facteurs interdisant de distinguer le domaine intérieur du domaine international ; absence (contrairement à ce que soutenait Hans Morgenthau) d'un but unique défini en termes d'intérêt national ou même de sécurité dans l'action des États, protagonistes principaux ; difficulté de la distinction entre variables dépendantes et indépendantes ; absence de paramètres comptables comparables aux principes de base de l'économie ; absence de mécanisme automatique de rétablissement de l'équilibre ; absence de possibilité de prédiction et de contrôle du réel par des techniques de manipulation.

termes de destruction, réduisent généralement les risques de guerre majeure par la mécanique de la dissuasion mutuelle,<sup>38</sup> et ne font que renforcer ces résultats.

Les différences entre néoréalisme structural et la TTP sont manifestes. Cette dernière est beaucoup moins déterministe que le premier : la transition de la puissance est la condition nécessaire de la guerre majeure, *mais non sa condition suffisante*. Au plan de la méthode, là où l’approche waltzienne est synchronique, la sienne est diachronique, ce qui dans une certaine mesure la met à l’abri du reproche de traitement anhistorique. Elle est étrangère, on l’a déjà noté, à l’idée que les variables sub-systémiques sont dénuées de pertinence. Et elle maintient que la dissuasion nucléaire a moins fait pour la paix pendant la Guerre froide que le seul différentiel de puissance entre l’Ouest et le bloc soviétique. Enfin, de manière fondamentale, là où Waltz insiste sur le *chaos* des relations internationales, la TTP y voit un monde hiérarchiquement ordonné : un *cosmos*.

À noter, pourtant, qu’au-delà des traits de base connus qui réunissent tous les réalistes, les écoles de Waltz et d’Organski ont encore en partage une certaine équivoque sur les notions de parité et d’équilibre : s’appliquent-elles aux seuls États du tout premier rang, ou bien aux alliances qu’ils contractent ? Or, il se trouve, comme le relève Carsten Rauch,<sup>39</sup> que selon l’option choisie les résultats peuvent s’avérer assez différents. C’est ce que suggèrent les deux tableaux suivants :

**Tableau 1** : Conséquences d’un primat accordé aux différentiels de puissance entre **États** du premier rang

Cas	États	Système	Pour Waltz =	Pour la TTP =
A	<b>Parité</b>	Équilibre	Paix +++	Guerre+++
B	<b>Parité</b>	Déséquilibre	Paix +	Guerre +
C	<b>Disparité</b>	Équilibre	Guerre +	Paix +
D	<b>Disparité</b>	Déséquilibre	Guerre +++	Paix+++

**Tableau 2** : Conséquences d’un primat accordé aux différentiels de puissance entre **alliances**

Cas	États	Système	Pour Waltz =	Pour la TTP =
A	Parité	<b>Équilibre</b>	Paix +++	Guerre +++
B	Parité	<b>Déséquilibre</b>	Guerre +	Paix +
C	Disparité	<b>Équilibre</b>	Paix +	Guerre +
D	Disparité	<b>Déséquilibre</b>	Guerre +++	Paix +++

La parité des États peut coexister avec l’équilibre des alliances (égales par la puissance cumulée, ce qui renforce les effets de la parité entre “grands” : cas A) ou son déséquilibre (lorsque la puissance cumulée des alliés fait pencher la balance d’un côté : cas B). La disparité des États peut coexister avec l’équilibre des alliances (la puissance cumulée des alliés venant effacer la disparité entre chefs de file : cas C) ou avec leur déséquilibre (renforçant ainsi la disparité : cas D). Lorsque, faibles ou forts, les différentiels de puissance entre États du premier rang et entre alliances vont dans le même

<sup>38</sup> Waltz, 1981.

<sup>39</sup> Rauch, in Orsi, Avgustin & Nurnus (eds.), 2018.

sens (parité/équilibre, ou disparité/déséquilibre : cas A et D), les deux théories parviennent à des conclusions radicalement et symétriquement inverses – quelle que soit la notion de référence retenue. Quand, au contraire, la puissance cumulée des alliances contredit la parité entre “grands” ou annule leur disparité (cas B et C), les situations se brouillent quelque peu, et varient selon qu’on accorde un primat aux États dominants ou aux alliances.

Les tableaux ci-dessus montrent en effet que les cas mixtes *inversent* leurs conséquences telles que vues par *chacune* des deux écoles. Ceci soulève des questions quant au détail des constellations possibles dans ces cas, donc aux hypothèses et indicateurs secondaires (effets de diverses positions des curseurs de différentiels de puissance, scénarios distincts possibles) requis pour éclairer plus avant ces situations. On ne se lancera pas ici dans cette tâche qui s’annonce ardue, mais le simple fait que la mixité des cas affaiblisse les différences et qu’on puisse envisager des situations où les deux écoles sont conduites à des conclusions mal distinguables suffit à la démonstration que leurs divergences ne sont pas toujours aussi radicales qu’on ne le dit (et qu’elles ne semblent le penser).

### L’institutionnalisme libéral

Les successeurs lointains de Kant et Tocqueville aux États-Unis ne considèrent pas les États (qu’ils ne voient pas unitaires) comme les seuls acteurs de la scène internationale : ils la partagent avec les sociétés civiles et des entités transnationales. Les relations internationales consistent en des rapports plus ou moins étroits et complexes d’interdépendance, certains acteurs étant plus dépendants et vulnérables que d’autres face à des changements dans l’ordre international.<sup>40</sup> Pour ces auteurs, la puissance se définit comme la “*manipulation de l’interdépendance, des organisations internationales et des acteurs transnationaux*”.<sup>41</sup> La distinction entre politiques intérieure et extérieure leur semble brouillée ; à leurs yeux, les facteurs militaires ne sont pas de nature à dominer les facteurs économiques ou sociaux, et sont négligeables lorsque l’interdépendance est étroite<sup>42</sup> (quand bien même ils sont cruciaux lorsqu’elle est distendue). L’ordre international est le fruit de *régimes* consistant en normes et procédures explicites, souvent aussi en règles implicites, dont l’observance plus ou moins consensuelle fonde la légitimité, et sur lesquelles les acteurs règlent leurs attentes et comportements, facilitant ainsi leur coopération,<sup>43</sup> notamment par le biais d’organisations internationales publiques.<sup>44</sup>

Si l’école privilégie multilatéralisme et coopération, elle n’en admet pas moins une échelle des puissances, et intègre ses effets. Ainsi, la nature des régimes internationaux

<sup>40</sup> Par exemple, une hausse brutale des prix du pétrole, comme en 1973 et 1979, affecte plus l’Europe que les États-Unis, qui contrairement à elle disposent de réserves dont, avec la montée des prix internationaux, l’extraction devient rentable.

<sup>41</sup> Keohane & Nye, 2<sup>nd</sup> ed., 1989, p.37.

<sup>42</sup> L’exemple souvent utilisé est celui des relations entre États-Unis et Canada, où le rapport de force militaire, très déséquilibré, est dénué de pertinence.

<sup>43</sup> Krasner, 1983.

<sup>44</sup> J’emprunte certains des éléments de ce court résumé à De Oliveira Baptista, 2012.

subit l'influence des grandes puissances, mais les contraint en retour, car ils influent sur la fixation d'un ordre du jour international et sont susceptibles de profiter aux acteurs faibles plus qu'aux forts.<sup>45</sup> La puissance hégémonique, si hégémonie il y a, y trouve tout de même son compte puisqu'elle peut exercer sa puissance non seulement au travers d'arguments matériels (punitions et récompenses), mais encore en diffusant une vision du monde, des valeurs et des normes qu'elle exporte par divers canaux : politiques, économiques, sociaux et culturels.

On discerne toutefois, lorsqu'il est question de puissance et de son exercice, une diversification interne de l'école : deux versants de l'institutionnalisme, l'un plus libéral, l'autre plus institutionnel. Le premier insiste sur la valeur de modèle des pratiques du dominant, et la séduction qu'il exerce : c'est dans ce cadre de pensée que Joseph Nye a pu développer la notion de "puissance douce".<sup>46</sup> Il insiste encore, dans une autre veine, sur le contrat moral qui lie la puissance hégémonique, garante ultime d'un ordre international qui rassure (surtout si l'on a affaire à un *benevolent hegemon*) et ceux qui acceptent son *leadership*, malgré quelques inconvénients ou divergences de détail, parce qu'ils y trouvent des avantages en termes de sécurité et de prospérité.<sup>47</sup> L'une des questions susceptibles de se poser est alors ce que devient l'ordre international en cas de déclin relatif de la puissance hégémonique (prévisible s'agissant du leadership américain).<sup>48</sup> Le second versant applique aux relations internationales la sociologie des réseaux. Ses tenants affirment que si les traits spécifiques de chacune des puissances sont importantes, leurs relations ne le sont pas moins parce qu'elles instituent des structures spontanées ("émergentes") source de contraintes mais aussi de ressources.<sup>49</sup> Ils étudient donc les "nœuds" de relations, leur "centralité", et la répartition des acteurs (ici, pour l'essentiel des États) en sous-groupes définis par la cohésion et la similitude. Ils redéfinissent la puissance en termes d'accès aux réseaux, de positions propices à des rôles de médiation ("brokerage"), et d'options de sortie. Le jeu international consiste alors pour les États à renforcer et exploiter leur position au sein des réseaux, et à tirer parti de la fongibilité des ressources de pouvoir qu'ils leur confèrent.<sup>50</sup>

<sup>45</sup> On montre qu'à ce jeu, une répartition très déséquilibrée de la puissance affaiblit plus la puissance hégémonique que ce ne serait le cas dans une configuration plus équilibrée. Cf. Ikenberry, Mastanduno & Wohlforth, 2009.

<sup>46</sup> Nye, 1990, *op.cit.* Cette séduction du dominant peut se mesurer au moyen d'indicateurs tels que la diffusion de ses technologies, de ses modes d'organisation, de sa créativité artistique ; le prestige de sa diplomatie, le rôle joué dans les télécommunications mondiales ; ou encore le volume d'étudiants étrangers, de touristes et de candidats à l'immigration, etc. À noter que cette mesure ne se limite pas à des indicateurs objectifs : l'école libérale-institutionnaliste ne craint pas de recourir aux sondages d'opinion : cf. Nye, 2004.

<sup>47</sup> Lake, 2007, 2009. Selon Lake, la puissance hégémonique exercée peut se mesurer le long de deux continuums : l'un, militaire, s'étage entre "diplomatie" et "protectorat" ; l'autre, monétaire, entre "marché" et "dépendance économique".

<sup>48</sup> Cf. Kupchan, 2002.

<sup>49</sup> Hafner-Burton, Kahler & Montgomery, 2009.

<sup>50</sup> Hyung Min Kim opérationnalise la puissance nationale en termes de centralité relative des États au sein de réseaux, et débouche sur un *Social Network Power Index* (SNPI) prenant en compte des mesures de l'interdépendance complexe, de la *soft power* et des responsabilités nées du contrat moral entre dominant et alliés ou affidés, qu'il compare (favorablement) au *Composite Index of National Capability* (CINC) utilisé par l'école de la transition. Cf. (H.M.) Kim, 2009 ; 2010.



La TTP entretient avec l'institutionnalisme libéral nombre de rapports et points de contact, à première vue étonnants pour une théorie réaliste. Les deux familles ont en partage l'accent mis sur la coopération, une hiérarchie des puissances, le rejet d'une spécificité radicale des relations internationales par rapport à la politique interne, et le poids réduit accordé aux facteurs purement militaires. Les régimes internationaux sous influence de grandes puissances ressemblent étrangement à l'ordre international défini par la puissance dominante que met en avant la TTP, tout comme la socialisation par la persuasion qui lui est devenue chère a beaucoup de points communs avec la "puissance douce". Il est clair que des influences croisées se sont exercées entre les deux écoles, dans des proportions plus larges qu'entre l'école de la transition et celle de l'équilibre des forces, pourtant toutes deux réalistes.

Des différences notables apparaissent néanmoins. Outre qu'on peut opposer la méthodologie générale positiviste d'Organski et ses successeurs aux approches à cet égard plus ouvertes des institutionnalistes libéraux, la TTP n'admet guère que les sociétés civiles et la légitimité jouent un rôle dans les relations internationales. Là où elle s'interroge sur le recours probable ou possible aux armes d'un État challenger insatisfait au moment où sa puissance dépasse celle de l'État dominant, les libéraux font valoir que l'insatisfaction du challenger n'est pas donnée d'avance (c'est une variable à examiner empiriquement) et que la nature de son régime politique importe : s'il est semblable à celui du dominant (notamment et surtout si les deux rivaux ont des régimes libéraux), un conflit violent entre eux a peu de chances de survenir.<sup>51</sup>

Elle n'envisage pas plus que la logique interne et le caractère impersonnel des normes internationales mises en place par la puissance dominante pour servir ses intérêts et légitimer son leadership puissent aboutir à la contrarier et l'affaiblir en lui liant les mains en raison des contraintes de légitimité qu'elle a elle-même créées.<sup>52</sup> La notion d'"interdépendance complexe" lui est étrangère, et elle est moins bien armée que sa rivale mais voisine libérale pour penser la dépendance mutuelle.<sup>53</sup> Enfin, bien que la TTP et le versant institutionnel de l'école libérale soient tous deux holistes, la puissance se mesure pour la première au moyen d'attributs spécifiques des États (population, PIB, capacité de prélèvement, effectifs et dépenses militaires), pour la seconde par leur place dans les réseaux que tissent leurs relations et les avantages fongibles qu'ils en tirent. Si bien que, quand bien même les deux écoles sont plus proches qu'on n'aurait pu le penser, elles ne sauraient se confondre.

## **Validations empiriques, réception de la théorie**

Une théorie ne vaut, on le sait, que si elle est cohérente et adéquate au réel. Si le souci de cohérence a été largement satisfait au fil des raffinements qu'a connus la TTP depuis la parution de son maître-livre en 1958, son adéquation au réel est plus controversée.

---

<sup>51</sup> Kupchan, Adler, Coicaud & Khong, 2001.

<sup>52</sup> Finnemore, 2009.

<sup>53</sup> Cf. note 30 *supra*.

Organski et Kugler ont montré l'exemple, abondamment suivi par la suite, en soumettant leur théorie à des tests empiriques. Il peut être utile de fournir un aperçu de leur façon d'opérer, dont ils donnent une idée dans le chapitre d'ouverture de leur *War Ledger* (1980). Ils commencent par recenser les relations dyadiques entre États dans l'histoire contemporaine,<sup>54</sup> et par déterminer (a) si la puissance respective (mesurée par leur PNB) des États concernés<sup>55</sup> était ou non égale (à +/- 20% près) et (b) si elles ont été ou non marquées par des guerres majeures<sup>56</sup> répondant à leurs critères (cf. *supra*). La distribution croisée des 126 dyades possibles<sup>57</sup> se présente comme suit :

**Tableau 3** : Croisement des variables guerre/paix et rapport des puissances

		Rapport des puissances		
		Inégal	Égal	
Guerre	Non	(86,2%) <b>81</b> (75,7%)	(81,3%) <b>26</b> (24,3%)	(84,9%) <b>107</b>
	Oui	(13,8%) <b>13</b> (68,4%)	(18,8%) <b>6</b> (31,6%)	(15,1%) <b>19</b>
		<b>94</b> (74,6%)	<b>32</b> (25,4%)	<b>N = 126</b> (100%)

Tau-B = 0,06, non significatif.

**Tableau 4** : Prise en compte d'un dépassement éventuel en cas d'égalité de puissance

		Rapport des puissances et son évolution			
		Inégal	Égal, sans dépassement	Égal, avec dépassement	
Guerre	Non	(86,2%) <b>81</b> (75,7%)	(100%) <b>11</b> (10,3%)	(71%) <b>15</b> (14%)	(84,9%) <b>107</b>
	Oui	(13,8%) <b>13</b> (68,4%)	(0%) <b>0</b> (0%)	(29%) <b>6</b> (31,6%)	(15,1%) <b>19</b>
		<b>94</b> (74,6%)	<b>11</b> (8,7%)	<b>21</b> (16,7%)	<b>N = 126</b> (100%)

Tau-C : 0,05, non significatif.

<sup>54</sup> Du moins celle pour laquelle existe une documentation exploitable pour les fins qu'ils poursuivent, ce qui les limite à la période postérieure à 1860. De plus, ils excluent les périodes de guerre (notamment 1914-1918 et 1939-1945) pour se concentrer sur celles qui les précèdent. Ils retiennent six segments temporels : 1860-1880, 1880-1900, 1900-1913, 1920-1939, 1945-1955, 1955-1975, correspondant (sauf à la veille ou au lendemain d'un conflit mondial) aux vingt années nécessaires pour apprécier les effets de rythmes différents de croissance de la puissance disponible.

<sup>55</sup> Ils ne retiennent que ceux qui figurent au moins une fois parmi les trois plus grandes puissances par période et par théâtre, central ou périphérique. Sur le théâtre central : Russie/URSS, Royaume-Uni, France, Allemagne, États-Unis, Japon ; sur les théâtres périphériques, les deux derniers plus la Chine.

<sup>56</sup> Seules quatre guerres répondent aux critères définis : France-Prusse, 1870-1871 ; Russie-Japon, 1904-1905 ; Première et Seconde Guerres mondiales (susceptibles de se décliner en de multiples affrontements dyadiques). Les guerres coloniales sont écartées de ce corpus.

<sup>57</sup> Les auteurs n'indiquent pas dans le détail comment ils sont parvenus à ce total de 126 dyades. L'on pourrait supposer qu'il s'agit de l'addition des 90 paires possibles de relations entre les 6 États du théâtre mondial au cours des six périodes, et des 36 paires possibles (?) sur les théâtres périphériques à certaines périodes seulement. Or, les tableaux 5 à 7 (page suivante) montrent des totaux de 91 paires au centre et 35 à la périphérie : la dyade transférée de la périphérie au centre n'est pas précisée.

Le Tableau 3 semble plutôt valider la théorie de l'équilibre des forces (TEF) puisque parmi les 19 guerres qui surviennent, 13 (68,4%) sont associées à la disparité des puissances au sein des dyades, 6 (31,6%) seulement à leur parité (lecture en ligne), même s'il y a globalement bien plus de cas de paix que de guerre et que la considération des rapports de puissance n'en fait pas pratiquement pas bouger les proportions (lecture en colonne). Le Tableau 4 en dit plus : si aucune des guerres observées n'est liée à une parité synchronique, les cas de guerre liés à une parité évolutive sont en proportion plus de deux fois plus fréquents (29% contre 13,8%) que lorsqu'il y a disparité des puissances en présence. Mais il ne dit pas tout : on peut aller plus loin en séparant d'une part le centre de la périphérie, d'autre part les dyades impliquant les "simples" grandes puissances de celles mettant en jeu les rivales du tout premier rang. C'est ce que font les trois tableaux suivants :

**Tableau 5 : Périphérie**

		<b>Rapport des puissances et son évolution</b>			
		<b>Inégal</b>	<b>Égal, sans dépassement</b>	<b>Égal, avec dépassement</b>	
<b>Guerre</b>	<b>Non</b>	(86,7%) <b>26</b> (83,9%)	(100%) <b>1</b> (3,2%)	(100%) <b>4</b> (12,9%)	(88,6%) <b>31</b>
	<b>Oui</b>	(13,3%) <b>4</b> (100%)	(0%) <b>0</b> (0%)	(0%) <b>0</b> (0%)	(11,4%) <b>4</b>
		<b>30</b> (85,7%)	<b>1</b> (2,8%)	<b>4</b> (11,4%)	<b>N = 35</b> (100%)

Tau-C : - 0,07, non significatif.

**Tableau 6 : Centre, dyades de "simples" grandes puissances**

		<b>Rapport des puissances et son évolution</b>			
		<b>Inégal</b>	<b>Égal, sans dépassement</b>	<b>Égal, avec dépassement</b>	
<b>Guerre</b>	<b>Non</b>	(85%) <b>51</b> (83,9%)	(100%) <b>4</b> (3,2%)	(85,7%) <b>6</b> (12,9%)	(85,9%) <b>61</b>
	<b>Oui</b>	(15%) <b>9</b> (90%)	(0%) <b>0</b> (0%)	(14,7%) <b>1</b> (10%)	(14,1%) <b>10</b>
		<b>60</b> (85,7%)	<b>4</b> (2,8%)	<b>7</b> (11,4%)	<b>N = 71</b> (100%)

Tau-C : - 0,03, non significatif.

**Tableau 7 : Centre, dyades de puissances rivales du tout premier rang**

		<b>Rapport des puissances et son évolution</b>			
		<b>Inégal</b>	<b>Égal, sans dépassement</b>	<b>Égal, avec dépassement</b>	
<b>Guerre</b>	<b>Non</b>	(100%) <b>4</b> (26,7%)	(100%) <b>6</b> (40%)	(50%) <b>5</b> (33,3%)	(75%) <b>15</b>
	<b>Oui</b>	(0%) <b>0</b> (0%)	(0%) <b>0</b> (0%)	(50%) <b>5</b> (100%)	(25%) <b>5</b>
		<b>4</b> (20%)	<b>6</b> (30%)	<b>10</b> (50%)	<b>N = 20</b> (100%)

Tau-C : 0,5, significatif (p<0,01).

Ces tableaux ne valident la théorie que pour les seules puissances rivales du tout premier rang : celles qui visent à la domination du système à l'échelle du monde. Le Tableau 7, le seul dont le Tau-C soit significatif, montre clairement que les 5 guerres qui ont eu lieu entre puissances de cette envergure entre 1860 et 1975 ont été précédées d'un dépassement de la nation dominante par une puissance montante au terme de deux décennies (environ) de croissance, et qu'aucune guerre ne s'est déclenchée dans les cas de prépondérance nette de la nation dominante. Mais elle attire aussi l'attention sur le fait qu'un contexte de substitution d'une nation dominante à une autre peut *ne pas* déboucher sur un conflit violent, ce qui se vérifie ici à hauteur de la moitié des dyades historiques étudiées.

Autrement dit, la proposition selon laquelle une telle substitution n'est que la condition nécessaire mais non suffisante d'une guerre se trouve également validée. Le taux de 50% de probabilité d'une guerre dans le cas optimal exige de pousser le traitement plus loin pour en rendre compte au moyen de la clause de satisfaction ou d'insatisfaction du challenger à l'égard de l'ordre existant. Enfin, les Tableaux 5 et 6 confirment par ailleurs que la théorie ne s'applique pas à la périphérie – ce que ses conditions de validité reconnues laissaient attendre –, et qu'elle s'applique moins bien aux rapports entre grandes puissances du second rang (dont elle ne traite pas vraiment).

De tels résultats confortent donc l'affirmation centrale de la TTP, et ils invalident donc sur ce point la théorie adverse de l'équilibre des forces (TEF) : le Tableau 7 ne montre *aucune* guerre systémique là où Waltz en prédit la probabilité la plus forte (disparité de puissance entre rivaux), et la totalité (5/5) des guerres systémiques là où il prédit la probabilité la plus faible (parité = stabilité).

La TEF est toutefois confortée, on vient de le noter, par le tableau indifférencié initial : tous acteurs et théâtres confondus, deux fois plus de guerres dyadiques recensées sur la période sont associées à une disparité de puissance qu'à des contextes de parité. En d'autres termes, si l'on se met en tête de départager les deux théories rivales, la conclusion à laquelle on est conduit à la lumière de ce qui précède est que la TEF vaut en probabilité dans la plupart des cas *sauf* là les choses sont cruciales – lorsqu'est en jeu la domination systémique, niveau pour lequel la TTP lui est supérieure.<sup>58</sup>

Organski et Kugler le concèdent en 1980, ces résultats sont suggestifs plus que pleinement assurés d'eux-mêmes, en raison du faible nombre des cas de guerre étudiés, qui gêne souvent l'analyse statistique. L'appel des fondateurs de la TTP à la poursuite et l'approfondissement des tentatives de validation sera largement entendu.<sup>59</sup>

---

<sup>58</sup> Sur cette base, il est loisible de juger que leur succès et leur échec respectifs selon les cas tient à l'opportunité heuristique d'une lecture synchronique ou diachronique des données. De là à penser que TTP et TEF sont dans une certaine mesure complémentaires, et qu'elles s'opposent moins qu'elles ne le pensent, il n'y a qu'un pas. Elles ne le franchissent pas parce que les lignes de partage entre écoles sont très fermement dessinées.

<sup>59</sup> Les données amassées depuis lors par les auteurs du *War Ledger* pour la période 1870-1974 sont aujourd'hui en ligne : Organski & Kugler, 2011.

Elles sont d'abord quantitatives et globales. Pour n'en citer que quelques-unes, Houweling et Siccama essaient en 1988 de reproduire les résultats d'Organski et Kugler à partir d'un autre ensemble de données, et y parviennent.<sup>60</sup> En 1997, leur travail est soumis à la même procédure par De Soysa *et alii* sur la base de données empruntées aux *Correlates of War* de J.D. Singer : la TTP se trouve de nouveau validée, quoique de façon moins nette.<sup>61</sup> Elle reçoit le soutien indirect, à partir de problématiques propres, de Moul (1985) et Geller (1992).<sup>62</sup>

Viennent ensuite des études validant la théorie à partir de cas d'espèce, qui vont se multiplier à partir du moment où la TTP commence à se généraliser en étendant son application aux alliances, à l'échelon régional, à des périodes antérieures à celles auxquelles se limitait Organski, puis aux contextes de politique intérieure, et en s'annexant des théories voisines au titre des raffinements apportés à la conceptualisation et aux modalités de mesure (indicateurs). Nombre de ces études ont déjà été citées lors de l'exposé des éléments et prolongements de la théorie, et il n'est pas utile d'y revenir. Mais l'on peut s'arrêter sur l'ouvrage collectif paru en 1996 sous le titre *Parity and War : Evaluations and Extensions of The War Ledger*,<sup>63</sup> qui traduit bien les ambitions nouvelles d'une théorie qui tient alors ses résultats initiaux pour acquis et devient conquérante. C'est ce qui apparaît quand on constate qu'elle ajoute à sa panoplie d'outils d'analyse la théorie des jeux, celle de l'"utilité attendue" (Bueno de Mesquita), les dynamiques non linéaires et le calcul différentiel pour transformer l'intuition initiale d'Organski en un modèle formel d'application générale. Si, de l'aveu même de ses tenants, elle est encore imparfaite,<sup>64</sup> la TTP apparaît à ce moment comme incontournable sur le marché des idées en matière de relations internationales.<sup>65</sup>

Des dissentiments se font toutefois jour par la suite. Certains se contentent de proposer des amendements sans toucher au cœur de la théorie et en en préservant le cadre. C'est le cas de l'Allemand Carsten Rauch qui, sur la base d'une étude sur la République de Weimar et de sa politique extérieure, conseille de ne plus se contenter de l'analyse de dyades, mais de prendre en compte le rôle des puissances du second rang et leur impact sur la rivalité entre dominant et challenger, et de transformer le statut de la satisfaction à

---

<sup>60</sup> Houweling & Siccama, 1988.

<sup>61</sup> De Soysa, Oneal & Park, 1997.

<sup>62</sup> Moul, 1985 ; Geller, 1992.

<sup>63</sup> Kugler & Lemke (eds.), 1996, *op.cit.* Cet ouvrage couvre la paix et ses causes, les déclenchements de conflits, les coûts de la guerre et la reconstitution de la puissance qui la suit, au moyen d'analyses portant sur les courses à l'armement, les alliances, les menaces sur le territoire, les cycles économiques, la dissuasion et la prolifération nucléaires. L'implosion sans violence de l'URSS, la guerre et la paix en Amérique du Sud au 20<sup>e</sup> siècle, les conséquences économiques et politiques de la Guerre de Sécession américaine et les cycles de violence et d'accalmie affectant les relations internationales y sont examinés non sans brio à la lumière de la TTP.

<sup>64</sup> Lemke, 2002, *op.cit.*

<sup>65</sup> L'intérêt qu'elle suscite alors tient pour une large part au fait que le "moment unipolaire" de l'après-Guerre froide la conforte, alors que la TEF peine à en rendre compte autrement que comme une anomalie qui n'est pas appelée à durer, et laissera un jour la place à un nouveau système multipolaire – sans pouvoir préciser quand. Cf. Waltz, 2000.

l'endroit du *statu quo* international de variable dichotomique en variable continue.<sup>66</sup> On ne sait trop si cette dernière proposition est ou non à la source d'une inflexion récente de la TTP sur ce point : toujours est-il que la mention d'un *continuum* de la satisfaction intervient un an plus tard.<sup>67</sup> Ce qui souligne de nouveau la plasticité d'une théorie prompte à se saisir de suggestions pourtant initialement formulées de manière critique à son endroit, de théories voisines ou de méthodes nouvelles dès lors qu'elles ne touchent pas à l'essentiel et peuvent la renforcer.

D'autres, tout en restant constructifs, ébranlent le socle de la TTP – c'est le cas récemment de DiCicco,<sup>68</sup> lorsqu'il fait valoir qu'insatisfaction n'équivaut pas nécessairement à révisionnisme, et que tout révisionnisme ne conduit pas à la guerre entre puissances du tout premier rang, que le recours aux théories de l'action ("human agency") pourrait éclairer en la matière les zones d'ombre que recèle l'analyse des seules structures, et qu'une méthodologie plus qualitative s'impose pour ce faire.

Beaucoup plus raide et systématique est la critique que Richard Lebow et Benjamin Valentino adressent à la TTP.<sup>69</sup> Ils recensent toutes les propositions qu'elle recèle et les conséquences empiriques qu'elles laissent attendre, qu'ils s'appliquent ensuite à démontrer. Leur propos, qui cible par la même occasion l'analyse voisine mais distincte de Robert Gilpin en termes d'hégémonie déclinante,<sup>70</sup> peut se résumer comme suit :

Proposition 1 : *Le système international est à toute époque dominé par une seule grande puissance en large mesure d'imposer au système sa forme préférée d'ordre.*  
 Critique : si, comme le font Kaufman, Little et Wohlforth,<sup>71</sup> l'on date la naissance du système interétatique moderne du début du 16<sup>e</sup> siècle en Europe, durant 41 décennies des 50 écoulées depuis lors le système fut multipolaire, la bipolarité ne prévalant que pendant 8 décennies, et l'unipolarité pendant une seule. À plusieurs reprises, des États ont essayé de soumettre le continent européen à leur domination : l'Espagne au 16<sup>e</sup> siècle, la France de Louis XIV puis celle de l'Empire, enfin par deux fois l'Allemagne au cours du premier 20<sup>e</sup> siècle. À chaque fois, des coalitions s'y sont opposées, victorieusement pour finir. À l'échelle du monde, seuls les États-Unis ont pu être en situation de puissance unipolaire une décennie et demie durant après la Guerre froide. Les empires coloniaux européens, ottoman ou japonais, ou encore les blocs occidental et soviétique de la Guerre froide ont été plus durables, mais la domination qu'y exerçait la puissance hégémonique s'appliquait à des États ou des peuples d'envergure restreinte, non pas à d'autres grandes puissances, et plusieurs d'entre eux coexistaient. En réalité, dans toute la mesure où le système international a pu être ordonné, il l'a été par des compromis passés entre de multiples puissances à l'issue de guerres longues et destructrices : ainsi après les Traités de Westphalie, d'Utrecht, de Vienne, de Versailles et la conférence de San Francisco donnant naissance aux Nations Unies. La situation

<sup>66</sup> Rauch, 2016.

<sup>67</sup> Rammen, Kugler & Lemke, 2017, *op.cit.*

<sup>68</sup> DiCicco, 2017.

<sup>69</sup> Lebow & Valentino, 2009.

<sup>70</sup> Gilpin, 1981, *op.cit.*

<sup>71</sup> Kaufman, Little & Wohlforth, 2007, p.231.

hégémonique supposée normale par Organski et son école ou Gilpin et d'autres s'avère donc historiquement rarissime.

Proposition 2 : *L'ordre imposé par ces puissances dominantes sert leurs intérêts en matière de sécurité et de bien-être matériel.* Critique : depuis Rome, à la seule possible exception de l'éphémère empire de Charlemagne, aucune entité politique n'a jamais été en mesure d'imposer unilatéralement un ordre à son unique avantage. L'ordre négocié issu des traités cités ci-dessus offre, par construction puisqu'il se fonde sur un minimum de consensus, des avantages à la plupart des États, et même parfois aux vaincus de la guerre qui vient de s'achever (seuls font exception les traités de Francfort [1871] et de Versailles [1919]). Si un État candidat à l'hégémonie systémique se présentait, il susciterait contre lui, comme par le passé, une coalition prête à suivre une puissance montante capable de l'emmener : tout le contraire des propositions centrales de la TTP.

Proposition 3 : *Plus l'ordre international bénéficie à la puissance dominante, plus il est probable qu'il défavorisera d'autres États, notamment et surtout la grande puissance montante.* Critique : l'ordre international institue rarement des jeux à somme nulle. Si c'était le cas, on ne comprendrait pas pourquoi l'Allemagne et le Japon vaincus en 1945 sont restés par la suite dans l'orbite américaine alors même qu'ils avaient reconstruit leur puissance économique.

Proposition 4 : *Les transitions affectant le sommet de la hiérarchie des puissances, fruit de différences dans leurs rythmes de croissance économique, ne sont pas des événements rares, au moins pour ce qui est de l'Europe moderne.* Critique : c'est historiquement faux. Il n'y a dans l'histoire moderne de l'Europe qu'une seule transition de ce type, après 1715 lorsque la Russie éclipse l'empire espagnol. Et entre puissances du second rang à leur époque, seuls trois exemples sont mobilisables : le dépassement de la Prusse par le Royaume-Uni vers 1740, celui du Royaume-Uni par l'Allemagne à la fin du 19<sup>e</sup>, et celui de l'Empire britannique par les États-Unis au 20<sup>e</sup> siècle. Seul, le second exemple conduit à une guerre. De plus, une contradiction interne grève une théorie qui mesure la puissance globale d'un État en recourant aux données des *Correlates of War*, donc en y incluant les dépenses et les effectifs militaires, alors même que la puissance proprement militaire s'accumule dans la perspective, ou en raison de la menace, d'une guerre. Dans ces conditions, la transition de la puissance pourrait tout aussi bien être conséquence que cause de guerre. Mieux : historiquement, les redistributions de la puissance ont *suivi*, et non précédé, les guerres. C'est vrai après la guerre de succession d'Espagne, ou après la Première Guerre mondiale. Le seul exemple de puissance montante qui n'ait rien dû à la guerre est celui des États-Unis au 19<sup>e</sup> siècle – à condition de passer sous silence les guerres indiennes.

Proposition 5 : *Les puissances montantes font la guerre aux puissances dominantes, à moins que celles-ci ne les attaquent avant que les premières ne soient en mesure de représenter une menace militaire.* Critique : de telles occurrences supposent réunies de nombreuses conditions. Il faut que la puissance montante se sente exclue des avantages du système existant, et soit persuadée de pouvoir gagner la guerre. La puissance dominante doit être convaincue qu'elle risque non seulement d'être détrônée, mais que sa sécurité et sa prospérité sont dans la balance. Les élites de l'État challenger doivent

être sûres de pouvoir compter sur le soutien de sa population, et sur l'appui ou la neutralité de puissances tierces. Et encore faut-il qu'on ait de part et d'autre une conscience à peu près claire du dépassement en cours, et que toutes ces conditions soient réunies au bon moment. En réalité, il est plus simple pour l'État en phase ascendante de s'en prendre à de petites puissances déclinantes qu'à la dominante afin d'affermir sa puissance, et pour l'État dominant de renforcer la sienne en faisant de même afin de mieux tenir son rival en respect, scénarios auxquels la TTP et ses émules ne s'intéressent pas. Si tout cela est vrai, on ne doit pouvoir observer que très peu de guerres opposant État dominant et challenger. Les rares exemples historiques disponibles (guerres hollandaises de Louis XIV, guerre de Succession d'Espagne, Première Guerre mondiale) suggèrent qu'ils doivent plus à l'opportunisme ou à des erreurs de calcul qu'à une quelconque transition de puissance.

*Proposition 6 : Lorsque les États hégémoniques et ascendants se font la guerre, l'enjeu central est de défendre ou de réviser en leur faveur l'ordre international.* Critique : Ni les tenants de la TTP ni Gilpin ne cherchent à documenter les motifs, calculs et décisions des dirigeants des entités politiques concernées pour montrer que le dépassement imminent du dominant par le challenger, ses conséquences au plan du rapport des puissances, et la crainte ou l'espoir de voir le *statu quo* international se modifier, étaient bien les raisons auxquelles ils se rangeaient. La seule exception est le traitement que Gilpin réserve à la Guerre du Péloponnèse en se fondant sur une lecture imparfaite de Thucydide : en l'occurrence, c'était moins la crainte de Sparte d'être doublée par Athènes en termes de puissance qui était en cause, que la possible perte de son prestige. De même, Louis XIV s'engage dans ses guerres en quête d'une gloire censée rehausser encore son règne ; les guerres de la Révolution et de l'Empire sont pour l'essentiel motivées par l'idéologie et la nation comme mystique. Et l'historiographie la plus récente suggère que l'Allemagne de 1914 est moins angoissée par la montée de la puissance russe que soucieuse de préserver grâce à la guerre la domination de l'aristocratie militaire prussienne à l'intérieur face à la montée des valeurs économiques et commerciales et des classes qui en étaient porteuses (sans parler du souci de l'honneur du Kaiser à Sarajevo). Ainsi encore, Hitler ne se soucie pas d'une possible montée à venir de la puissance soviétique, mais d'une "fenêtre d'opportunité" à ne pas laisser passer tant que les Alliés n'avaient pas pleinement mobilisé leur potentiel, et s'en remet pour le reste à la volonté et à l'élan irrésistibles de la race germanique. On trouve des motifs semblables au Japon à la même époque : le pari que l'Amérique négocierait après de sérieux revers, et la conviction que dix ans plus tard l'embargo sur le pétrole handicaperait ses forces et qu'il serait trop tard.

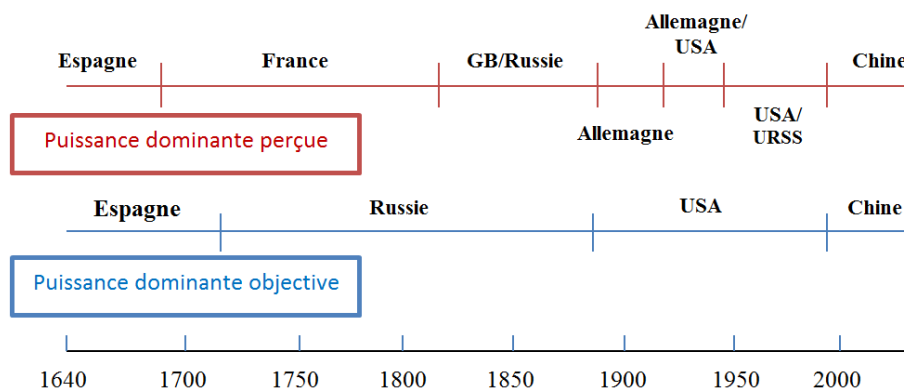
*Proposition 7 : La guerre résout de manière efficace les conflits nés d'intérêts incompatibles qu'occasionnent ces transitions.* Critique : la guerre n'est pas un moyen fiable de borner ou de réduire la croissance d'un adversaire potentiel. La raison en est qu'elle n'entame son potentiel humain et matériel qu'à la marge, et que le vaincu, déterminé à effacer sa défaite, rebondit vite. La seule façon de le faire est de le dissoudre, le diviser, l'absorber ou l'occuper dans la durée, choses difficiles qui n'ont jamais réussi à ce jour dans l'histoire moderne et contemporaine.

Les auteurs de conclure : les guerres entre très grandes puissances surviennent en l'absence de domination systémique menacée, non à cause d'elle. Elles mènent à des



transitions et des périodes de paix gouvernées par un minimum de consensus entre ces puissances sur l'ordre à instituer, qui n'est jamais imposé ou inspiré à titre exclusif par un État dominant, et qui dure ce que dure ledit consensus. On est donc loin de l'image véhiculée par la notion de passage de témoin violent entre une hégémonie et une autre, dont les puissances s'apprécient selon le critère de l'économie, de la démographie et de la capacité politique de mobilisation des énergies nationales. La réalité historique est tout autre : le monde n'a connu au plus haut niveau que deux transitions de ce type (lorsque les États-Unis ont doublé la Russie à la fin du 19<sup>e</sup> siècle, et quand la Chine a doublé l'Amérique à la fin du 20<sup>e</sup>), et elles n'ont donné lieu à aucune guerre. La TTP et ses émules sont ainsi des théories étroites – elles ne traitent que d'une infime minorité des guerres, et ont peu à dire sur les autres – portant sur un non-objet.

Lebow et Valentino esquissent pour finir une distinction éclairante entre puissance objective et *perceptions* de la puissance, fortement influencées par la seule puissance militaire. La distorsion entre perceptions et réalité historique est selon eux tout sauf négligeable. Ils la représentent comme suit :



**Figure 3:** Puissances dominantes objectives et perçues dans l'histoire moderne et contemporaine selon Lebow et Valentino.

Une telle distorsion explique qu'on puisse s'inquiéter aujourd'hui, à la lumière de cette théorie, du moment critique (projeté dans le futur en se fondant sur l'actuel rapport de leurs forces militaires) où la Chine dépassera les États-Unis – sans se rendre compte que ce dépassement est déjà derrière nous, et n'a provoqué aucun conflit ouvert.<sup>72</sup> Si une guerre doit survenir entre les deux pays, elle ne sera donc pas le fruit d'une transition de la puissance. Le plus grand risque que nous courons est qu'un conflit éclate en raison de la perception erronée qu'une telle transition est imminente. Il y aurait une amère ironie à ce que les relations sino-américaines se détériorent parce qu'à Washington et à Pékin les

<sup>72</sup> Le même argument était mobilisé quarante ans plus tôt, à propos de Thucydide, par Donald Kagan qui notait dans son *Outbreak of the Peloponnesian War* (1969) que la guerre avec Sparte éclate non pas au plus haut de la puissance athénienne, mais deux décennies *en aval* de son apogée (marqué par la conquête de la Béotie et de l'isthme de Corinthe et Mégare). Athènes décline ensuite (défaite en Béotie, révolte de l'Eubée, échec en Égypte), sans chercher à restaurer sa puissance avant la crise corcyréenne. Il en concluait que Thucydide avait tort de supposer chez les Spartiates la crainte d'un surgissement de la puissance d'Athènes ("Votez donc la guerre, Lacédémoniens, d'une façon digne de Sparte, ne laissez pas les Athéniens développer leur puissance" [I, LXXXVI]) et y voyait un démenti du modèle de la transition de la puissance.

dirigeants fondent leur appréciation de la situation sur des théories sans fondement empirique.

Il est vrai que la double cible de Lebow et Valentino brouille quelque peu leur propos : certaines des propositions critiquées sont celles de Gilpin, et la critique tombe à plat pour ce qui concerne Organski et son école. (C'est le cas des propositions n°7 et – en partie – n°5, auxquelles la TTP avait par avance répondu). Il est vrai aussi que leur analyse n'est pas à l'abri de reproches : l'image de la "puissance objective" que donne la Figure 3 repose sur un calcul qui pour chaque nation multiplie le PIB par la population, ce qui revient à faire intervenir la démographie deux fois, et donc à surestimer la puissance des pays à population très nombreuse. Mais en faisant valoir que les spécialistes de relations internationales feraient bien de faire un peu plus d'histoire, et en s'attaquant à ses prémisses mêmes, ils pointent l'une des faiblesses de la TTP, dérobées au regard par son caractère intuitivement séduisant.

## Les applications

Ses tenants ont appliqué la théorie de la transition à nombre de questions stratégiques, et influé sur les débats en cours depuis la fin de la Guerre froide, et même – dans toute la mesure, souvent attestée mais difficilement évaluable, où elle est présente à l'esprit des dirigeants américains et d'autres – sur la pratique de politique extérieure et stratégique.<sup>73</sup> On ne s'étonnera pas que ces contributions, comme il sied à une théorie de facture positiviste, prennent un tour prédictif probabiliste, rétrospectif ou (de façon plus risquée) pour l'avenir.

Il est courant de trouver sous la plume d'auteurs de l'école de la transition de la puissance l'idée que, contrairement à sa rivale de l'équilibre des forces, elle n'a pas été prise à contrepied par l'implosion de l'URSS au tournant des années 1990. Seule, elle avait soutenu que la puissance d'ensemble cumulée de l'Amérique du Nord et de l'Europe de l'Ouest était bien supérieure à celle du bloc soviétique, et qu'en conséquence une guerre entre Est et Ouest était peu probable. La paix armée de la Guerre froide avait donc peu à voir avec l'"équilibre de la terreur nucléaire". L'URSS se serait selon eux effondrée sous le poids de contradictions internes qui l'empêchaient de croître, mobiliser son potentiel de puissance, et rattraper l'Occident – et non sous l'effet de l'épuisement né de la course aux armements dans laquelle Reagan l'avait entraînée. De même, la montée de la puissance chinoise et l'affrontement possible avec la puissance américaine au-delà d'un certain seuil avaient été évoqués par Organski dès 1958 dans la première édition de *World Politics* : le ton était donné.

## L'émergence de l'Asie

La Chine a récemment dépassé les États-Unis en termes de PIB, mais il lui faudra encore une génération pour les rattraper en termes de PIB par tête : on entrera alors dans la

---

<sup>73</sup> On le voit à ce qu'un auteur et praticien aussi influent que Zbigniew Brzezinski en fait l'axe de sa vision dans *The Grand Chessboard* (1997) : les États-Unis ne doivent pas permettre à une autre puissance de les rattraper ou les supplanter, sous peine de placer le monde sous une tutelle moins bienveillante.

phase critique du dépassement, d'autant qu'il est possible qu'une Russie insatisfaite s'aligne sur sa grande voisine.<sup>74</sup> Tel est le thème d'un grand nombre de publications<sup>75</sup> qui toutes ou presque, quelle que soit la position des auteurs à l'égard de cette thèse, se situent par rapport à la TTP. Mais ses tenants vont plus loin : l'Asie sera le théâtre d'une seconde transition de la puissance, concomitante avec la première mais cette fois régionale, lorsque l'Inde (environ deux décennies plus tard) aura elle aussi rattrapé l'Amérique en volume de production et s'affrontera à la Chine, ouvrant la perspective d'une alliance entre Inde et Occident.<sup>76</sup>

### **Proche et Moyen Orient, et ailleurs**

Ils sont par ailleurs persuadés que la Russie s'investira au Moyen Orient pour compenser sa perte d'influence systémique – la suite, notamment en Syrie, leur donne raison –, mais que sa puissance y sera rattrapée par celle de l'Iran et de la Turquie avant 2050. Là comme ailleurs, la parité risque d'engendrer des conflits, ici dans un jeu à trois instable. Le plus probable et dangereux serait un affrontement Iran-Turquie, qui déstabiliserait la région bien plus que ne peut le faire le conflit israélo-arabe.<sup>77</sup>

Généralisant le raisonnement, ils prédisent que les sociétés en développement rapide les plus fortes, les BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine), verront leur puissance cumulée rejoindre celle des pays développés traditionnels (G7 : États-Unis, Grande-Bretagne, France, Allemagne, Italie, Japon, Canada) vers 2050 en volume, et quelques décennies plus tard en PIB par tête. Ils ajoutent toutefois qu'il y a peu de chances qu'elles parviennent à s'unir contre l'Occident : la coopération et la "socialisation" auront alors une carte à jouer en direction des moins insatisfaites pour les arrimer à l'ordre existant (à supposer qu'il soit encore défini par l'Amérique). Beaucoup dépendra chez les autres, notamment en Chine, de la satisfaction ou de l'insatisfaction des élites, mais encore des travailleurs.

### **Dissuasion et prolifération nucléaires**

Au-delà de tels pronostics fondés sur des estimations de rythmes de croissance à long terme, souvent accompagnés de recommandations de politique extérieure, les zéloteurs de la TTP prennent une part active à des débats anciens ou nouveaux.

En matière de stratégie nucléaire comme sur tout autre sujet, la TTP prend le contre-pied des théories de l'équilibre des forces. Pour elle, les doctrines classiques de dissuasion ("représailles massives", "destruction mutuelle assurée"), censées inhiber la guerre par le mécanisme d'une espérance politico-stratégique négative (risques supérieurs aux gains éventuels, étendue des destructions de part et d'autre ôtant tout sens aux notions de victoire et de défaite), sont en réalité source d'instabilité lorsque les forces nucléaires sont à parité :

---

<sup>74</sup> Feng & Kugler, 2015.

<sup>75</sup> Lemke & Tammen, 2003 ; Goldstein, 2008 ; Chan, 2008 ; Ross & Feng (eds.), 2008 ; Allison, 2017, *op.cit.*

<sup>76</sup> Raghavan, 2006 ; Tammen, 2006.

<sup>77</sup> Tammen, Kugler & Lemke, 2011, *op.cit.*

seule est stable une supériorité nucléaire manifeste d'un camp sur l'autre. L'absence de guerre majeure qui a caractérisé l'affrontement Est-Ouest de 1947 à 1990 s'explique en réalité par la supériorité claire des panoplies nucléaires mais aussi des potentiels conventionnels et économiques cumulés des puissances du *statu quo* sur celles des puissances révisionnistes. À l'inverse, la dissuasion nucléaire n'a guère empêché des puissances insatisfaites de l'ordre international ou local existant (la Chine en Corée, le Nord-Vietnam en Indochine), ou même des mouvements (Hongrie, 1956) de prendre les armes contre la puissance dominante, mondiale ou régionale : au-dessous de certains niveaux d'enjeux, l'atome est inopérant.

Une puissance nucléaire satisfaite n'utilise pas sa panoplie de destruction massive si elle peut faire autrement ; une puissance nucléaire insatisfaite s'abstient si elle est en situation d'infériorité ; en revanche, elle peut prendre l'initiative d'une guerre s'il y a parité, car elle peut parier sur la réticence du dominant à s'engager dans une escalade nucléaire. Le plus grand danger serait que des armes nucléaires tombent entre les mains d'États très insatisfaits (Iran, Corée du Nord),<sup>78</sup> et *a fortiori* de groupes non-étatiques terroristes (ces derniers n'ayant pas de base territoriale, et pas d'armées régulières ni d'armements classiques, la tentation du recours au nucléaire serait pour eux très forte) : il faut donc éviter toute prolifération au profit d'entités révisionnistes.<sup>79</sup>

### La thèse de la “paix démocratique”

Empiriquement fondée malgré quelques cas équivoques et la difficulté que rencontre l'analyse statistique devant un nombre insuffisant de cas disponibles, la thèse dite de la *democratic peace* fait valoir que, contrairement aux régimes ou sociétés non démocratiques, les démocraties, à qui il arrive de la faire à d'autres, ne se font pas la guerre entre elles. Cette thèse, apparue discrètement dans les années 1960 et 1970, a fait par la suite l'objet de vifs débats en science politique, notamment et surtout aux États-Unis, quant à l'interprétation qu'il convient de lui donner. Les zéloteurs de la TTP y ont pris leur part.

Ils démontent les interprétations de type toquevillien (normes sociales) ou kantien (institutions politiques) : la paix entre démocraties a peu à voir avec la nature (égalitaire) de la société démocratique ou avec celle (libérale) de leurs régimes politiques. Mais ils se démarquent également d'autres interprétations réalistes faisant valoir que les démocraties n'ont guère le loisir de s'opposer entre elles parce qu'elles doivent faire face à l'animosité d'États non démocratiques, et sont condamnées à s'unir afin d'y résister avec quelques chances de succès. L'interprétation qu'ils suggèrent a la satisfaction pour pierre d'angle : les nations satisfaites ne sont pas belliqueuses, et le sont moins encore à l'égard de nations elles aussi satisfaites ; or, le système international mis en place depuis le 19<sup>e</sup> siècle l'a été

<sup>78</sup> Kugler *et alii* (2011, *op.cit.*) expliquent que la logique propre à la TEF devrait, au contraire, la conduire à encourager la prolifération et la parité comme gages de stabilité et de guerres contenues : elle ne le fait généralement pas (sauf chez K. Waltz, partisan d'un libre accès de l'Iran au nucléaire militaire), et ils voient là comme une faiblesse ou une contradiction.

<sup>79</sup> Kang & Kugler, 2015.

sous l'égide d'États dominants (Royaume-Uni, puis États-Unis) dont les principes démocratiques les confortaient, et qu'elles n'avaient aucune raison de remettre en cause.

### **Implications monétaires**

L'un des aspects centraux de l'ordre international concerne les échanges économiques, le système monétaire, et la ou les monnaies de réserve les mieux à même de favoriser l'expansion économique en évitant les crises. L'histoire économique des deux derniers siècles enseigne que le système monétaire international est placé *de facto* sous l'autorité et le contrôle de la puissance politique, économique et commerciale hégémonique du moment, dont la monnaie nationale sert, avec ou sans référence à l'or, de monnaie de réserve. La livre sterling a longtemps joué ce rôle, puis (après une période de coexistence entre les deux) le dollar à partir des Accords de Bretton Woods (1944), jusqu'à aujourd'hui. Ce rôle comporte pour la puissance hégémonique des privilèges, théorisés par des économistes,<sup>80</sup> mais profite également aux autres États en assurant (tant bien que mal) au système une certaine stabilité.

On pouvait s'attendre à ce que la TTP fasse sienne cette théorie de l'hégémonie monétaire, et c'est le cas. Mais elle pousse le raisonnement jusqu'au bout en s'interrogeant sur l'avenir du système et du dollar comme monnaie de référence et de réserve lorsque la puissance hégémonique américaine décline relativement et se voit rattrapée par d'autres. Elle s'appuie pour cela sur la prédiction ancienne d'un économiste, R. Mundell, selon qui le dollar cessera d'être l'unique monnaie d'échange et de réserve mondiale aux alentours de 2020.<sup>81</sup> Or, Kugler (2011, *op.cit.*) relève que cette date coïncide avec le moment où la Chine devient la première puissance économique, et il faut s'attendre à voir le yuan (ou RMB) s'imposer comme devise majeure dans le commerce et le système bancaire internationaux. L'euro en sera une autre, sans doute plus faible parce qu'il manque à l'Union Européenne la puissance politique qui est celle de l'Amérique et de la Chine. Ce jeu à trois peut prendre trois formes : concurrence (comme entre dollar et sterling dans l'entre-deux-guerres), coopération (devise internationale du type "droits de tirage spéciaux" appuyée sur la puissance économique des trois continents), ou affrontement. Dans ce dernier cas, le jeu à trois se réduira pour devenir un jeu à deux entre dollar et yuan.

### **Conclusion : vue d'ensemble, évaluation critique**

Vue d'aujourd'hui, l'histoire intellectuelle et sociale de l'école de la transition de la puissance semble avoir été conçue pour illustrer – quasiment à la perfection – la philosophie de la science proposée par Imre Lakatos.<sup>82</sup> Les membres de l'école semblent en avoir eu conscience puisqu'en 2008, pour le 50<sup>e</sup> anniversaire de la parution de *World Politics*, Ronald Tammen signe un article dont le titre en reprend jusqu'au vocabulaire : "Organski et son héritage : un programme de recherche de cinquante ans".<sup>83</sup> Nombre

---

<sup>80</sup> Notamment: Kindleberger, 1970; 1973.

<sup>81</sup> Mundell, 1961.

<sup>82</sup> Cette référence est parfois explicite : cf. DiCicco & Levy, 1999, *op.cit.*

<sup>83</sup> Tammen, 2008, *op.cit.*

d'éléments incitent même à se demander si, à partir d'un certain moment, cette conscience ne s'est pas transformée en stratégie concertée.

Tout commence, en effet, avec le maître-livre de 1958 où s'expose le cœur de la théorie, à ce stade encore incomplète et relativement incertaine. Certains concepts centraux (satisfaction/ insatisfaction, développement politique, révisionnisme) ne sont pas opérationnalisés, et ceux qui le seront bientôt (puissance) prêtent le flanc à une contestation des critères et indicateurs retenus. Elle entre alors, conformément à ce que décrit Lakatos pour la science en général, dans une longue phase de maturation : dans notre cas, elle durera 22 ans, pendant lesquels Organski ne publie qu'un seul ouvrage, sur les étapes du développement politique,<sup>84</sup> où cette notion est approfondie. La maturation s'accompagne du recrutement de premiers disciples.

Puis vient le moment, en 1980 avec le *War Ledger*, où s'amorce la phase de validation empirique. Celle-ci s'accompagne d'opérationnalisations complémentaires (satisfaction, révisionnisme), et de l'émergence de thèses secondaires (intégration, socialisation), tirées de l'observation, qui constituent la "ceinture protectrice" de la théorie, destinée à faire face à des dissentiments qui croissent en même temps que l'audience : "heuristique négative".

Vient enfin, à partir des années 1990, la phase d'"heuristique positive", celle des élargissements et généralisations par application à un nombre grandissant d'échelons (alliances, régions) et de sujets (politique interne, système monétaire) que le cœur initial de la théorie n'avaient pas couverts ou approfondis ; celle encore de l'annexion, dès lors qu'elles apparaissent compatibles avec lui, de thèses (la satisfaction comme continuum) et de méthodes (qualitatives, dynamiques non linéaires, théorie des jeux, etc.) venues de l'extérieur du paradigme – y compris quand elles ont été mobilisées à l'appui de formulations initialement critiques ; et pour finir, celle de prédictions tirées du modèle. Si le but était d'apporter la preuve de la fertilité de l'école de la transition (et par contraste souligner le caractère quelque peu figé de ses rivales réalistes), l'objectif a été atteint et au-delà : elle occupe aujourd'hui une place de choix dans la littérature spécialisée.

Comment la caractériser en quelques mots, et quel jugement critique d'ensemble formuler à son endroit ? Le mieux est peut-être de pointer, au-delà de son succès, les fragilités et les paradoxes qu'elle recèle.

Fragile, elle l'est certainement par l'étroitesse de l'objet sur lequel porte sa thèse centrale : les guerres majeures ou leur absence au sommet de la hiérarchie des puissances lors de transitions risquées entre un dominant ancien, par construction satisfait, et un nouveau, qui peut être insatisfait et révisionniste mais ne l'est pas toujours. Or, l'histoire contemporaine n'offre que bien peu d'exemples de transitions de ce genre et de guerres auxquelles elles peuvent donner lieu, et dans ces conditions l'on comprend mieux le besoin d'élargir les domaines d'application. Une telle pénurie de cas d'étude gêne considéra-

---

<sup>84</sup> Organski, 1965, largement inspiré des *Étapes du développement économique* de Walt Rostow (1960).

blement l'analyse statistique requise par la recherche de lois générales. Et si pour celui, hautement restrictif, qui l'intéresse, la théorie semble validée – non sans une variance importante –, c'est (selon ce que donne à penser sans le dire le *War Ledger*, second maître-livre de l'école) sa rivale réaliste de l'équilibre des forces qui semble confirmée dans tous les autres cas.

Fragile, elle l'est encore par sa sensibilité aux modalités d'opérationnalisation des concepts centraux, dont l'expérience montre que les différentes mesures auxquelles elles conduisent sont loin d'être toujours équivalentes. Enfin, l'enchaînement de cause à effet probabiliste qu'elle postule entre insatisfaction du challenger, révisionnisme et guerre semble à nombre de critiques trop téméraire, et il l'empêche de penser des relations de dépendance mutuelle susceptibles d'inhiber des conflits qu'elle tient pour probables.

Les paradoxes abondent. Le premier est à n'en pas douter qu'elle est la moins "militaire" des théories réalistes : elle accorde un primat aux ressources démographiques et économiques et à la capacité politique de les mobiliser ; elle s'intéresse aux causes et conséquences de guerres majeures, mais peu à leurs moyens capacitaires dédiés et aux considérations proprement stratégiques. En second lieu, si elle n'est pas en opposition aussi tranchée qu'elle le croit avec les théories de l'équilibre, elle a emprunté à l'école libérale-institutionnaliste nombre de ses thèses secondaires apparues après sa phase de maturation : loin des connotations droitières du réalisme, c'est en réalité une théorie centriste, encline à des compromis multiples. En troisième lieu, certaines de ses extensions récentes – on pense à son application à la politique interne et aux phénomènes d'intégration supranationale – ont peu à voir avec son objet d'origine. Enfin (mais la liste de ces paradoxes pourrait aisément s'allonger), alors qu'elle fait leur place à la subjectivité et à l'irrationalité possible de groupes sociaux (longtemps des seules élites, plus récemment des travailleurs chinois ou autres) dans l'appréciation de leur insatisfaction éventuelle – l'une des clés de voûte du modèle –, elle s'en est longtemps tenue à la méthodologie positiviste de ses débuts, qui la fait s'en remettre aux comportements objectifs plutôt qu'à leurs représentations, intentions et attitudes.

On peut, si l'on doit résumer, ramener le succès qu'elle connaît malgré ces faiblesses à la brillante intuition initiale d'Organski, laquelle tient en trois propositions de base dérivées d'une lecture particulière de Thucydide : ce n'est pas la structure décentralisée, équilibrée ou non, du système interétatique qui décide de la paix et de la guerre à l'échelle du monde, mais l'évolution d'une génération à une autre de la hiérarchie des puissances ; les meilleures chances de stabilité sont liées à l'existence d'une puissance globalement dominante et de nations satisfaites du *statu quo*, plus portées à l'harmonie et à la coopération qu'au conflit ; les perturbations potentiellement violentes de ce *statu quo* ne peuvent venir que de puissances montantes insatisfaites. Ces trois idées sont devenues courantes : qu'elles les admettent ou qu'elles les contestent, la communauté américaine des chercheurs qui s'adonnent à l'étude des relations internationales et de la stratégie, et même la formulation et la pratique de la politique extérieure, font rarement l'économie d'une référence explicite ou implicite à la "transition de la puissance".

L'avenir, toutefois, est plus incertain. La théorie doit en effet s'attendre à une mise à l'épreuve fondamentale, qu'aucune "ceinture protectrice" à la Lakatos ne pourra lui épargner si certaines tendances récentes s'installent dans la durée – celle que lui promet une nouveauté radicale clairement de nature à la prendre à contrepied : la mue de l'État dominant de longue date à l'échelle planétaire en puissance insatisfaite et révisionniste, reniant en vrac multilatéralisme, libre-échange, institutions transnationales qu'il a lui-même créées, et suivi dans cette voie par certains de ses alliés.

## Bibliographie

- ABDOLLAHIAN**, Mark & Kyunhkook **KANG**, "In Search of Structure : The Nonlinear Dynamics of Power Transitions", *International Interactions*, vol.34, n°4, 2008, pp.333-357.
- ALLISON**, Graham, *Destined for War: Can America and China Escape Thucydides's Trap?*, New York, Houghton Mifflin Harcourt, 2017.
- ALTFELD**, M. & Bruce **BUENO DE MESQUITA**, "Choosing Sides in War", *International Studies Quarterly*, vol.23, n°2, 1979, pp.87-12.
- ARON**, Raymond, "Qu'est-ce qu'une théorie des relations internationales ?", *Revue Française de Science Politique*, vol.17, n°5, 1967, pp.837-861.
- BOULDING**, Kenneth, *Conflict and Defense : A General Theory*, New York, Harper, 1962.
- BRZEZINSKI**, Zbigniew, *The Grand Chessboard : American Primacy and Its Strategic Imperatives*, New York, Basic Books, 1997.
- CHAN**, Steve, *China, the US, and the Power-Transition Theory : A Critique*, New York, Routledge, 2008.
- DE OLIVEIRA BAPTISTA**, José Pedro Filipe, *Power Transitions and Conflict : Applying Power Transition Theory and Liberal-Institutionalist Theory to US-China Relations*, mémoire, Université d'Oslo, 2012.
- DE SOYSA**, I., J.R. **ONEAL** & Y.-H. **PARK**, "Testing Power Transition Theory Using Alternative Measures of National Capabilities", *Journal of Conflict Resolution*, vol.41, n°4, 1997, pp.509-528.
- DI CICCIO**, Jonathan M. & Jack S. **LEVY**, "Power Shifts and Problem Shifts : The Evolution of the Power Transition Research Program", *Journal of Conflict Resolution*, vol.43, n°6, 1999, pp.675-704.
- DI CICCIO**, Jonathan M., "Power Transition Theory and the Essence of Revisionism", *Oxford Research Encyclopedia of Politics*, 2017. Document disponible en ligne à l'adresse : [www.acsu.buffalo.edu/~fczagare/PSC%20504/DiCiccio%20PT%20and%20Revisionism.pdf](http://www.acsu.buffalo.edu/~fczagare/PSC%20504/DiCiccio%20PT%20and%20Revisionism.pdf).
- DURIEUX**, B., J.-B. **JEANGÈNE VILMER** & F. **RAMEL** (ss.dir.), *Dictionnaire de la guerre et de la paix*, Paris, P.U.F., 2017.
- E FIRID**, Brian, Jacek **KUGLER** & Gaspare **GENNA**, "From War to Integration : Generalizing Power Transition Theory", *International Interactions*, vol.29, n°4, 2003, pp.293-313.
- FENG**, Yi & Jacek **KUGLER**, "Tectonic Move in 21<sup>st</sup> Century International Relations : Ukrainian Territorial Crisis, Realignment of Major Powers, and Implications for the World", *Journal of Territorial & Maritime Studies*, vol.2, n°1, 2015, pp.55-75.
- FINNEMORE**, Martha, "Legitimacy, Hypocrisy, and the Social Structure of Unipolarity : Why Being A Unipole Isn't All It's Cracked Up to Be", *World Politics*, vol.61, n°1, 2009, pp.58-85.
- GELLER**, Daniel S., "Power Transition and Conflict Initiation", *Conflict Management & Peace Science*, vol.12, n°1, 1992, pp.1-16.
- GILPIN**, Robert, *War and Change in World Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1981.



- GOLDSTEIN, A.**, *Rising to the Challenge : China's Grand Strategy and International Security*, Singapore, National University of Singapore Press, 2008.
- HAFNER-BURTON, Emilie, Miles KAHLER & Alexander MONTGOMERY**, "Network Analysis for International Relations", *International Organisation*, vol.63, n°3, 2009, pp.559-592.
- HOUWELING, Henk & Jan G. SICCAMA**, "Power Transitions as a Cause of War", *Journal of Conflict Resolution*, vol.32, n°1, 1988, pp.87-102.
- IKENBERRY, J., M. MASTANDUNO & W. WOHLFORTH**, "Introduction : Unipolarity, State Behaviour, and Systemic Consequences", *World Politics*, vol.61, n°1, 2009, pp.1-27.
- KAGAN, Donald**, *The Outbreak of the Peloponnesian War*, Ithaca, Cornell University Press, 1969.
- KANG, Kyungkook & Jacek KUGLER**, "Conditional Deterrence : Parity, Terrorism and Tenuous Deterrence", 2015. Disponible en ligne à l'adresse : <https://ssrn.com/abstract=1030657>.
- KAUFMAN, Stuart J., Richard LITTLE & William C. WOHLFORTH**, *The Balance of Power in World History*, New York, Palgrave Macmillan, 2007.
- KEOHANE, Robert**, *After Hegemony : Cooperation and Discord in the World Political Economy*, Princeton, Princeton University Press, 1984.
- KEOHANE, Robert & Joseph NYE**, *Power and Interdependence : World Politics in Transition*, 2<sup>nd</sup> ed., New York, Harper Collins, 1989, p.37.
- KIM, H.M.**, "Introducing the New Concept of National Power : From the Network Perspective", *Peace Economics, Peace Science & Public Policy*, vol.15, n°1, 2009, pp.1-13.
- KIM, H.M.**, "Comparing Measures of National Power", *International Political Science Review*, vol.31, n°4, 2010, pp.405-427.
- KIM, Woosang**, "Power, Alliance, and Major Wars, 1816-1975", *Journal of Conflict Resolution*, vol.33, n°2, 1989, pp.255-273.
- KIM, Woosang**, "Alliance Transitions and Great Power War", *American Journal of Political Science*, vol.35, n°4, 1991, pp.833-850 ;
- KIM, Woosang, & J. Morrow**, "When Do Power Shifts Lead to War ?", *American Journal of Political Science*, vol.36, n°5, 1992, pp.896-922.
- KIM, Woosang**, "Power Transitions and Great Power War from Westphalia to Waterloo", *World Politics*, vol.45, n°1, 1992.
- KIM, Woosang**, "Power Parity, Alliance, and War from 1648 to 1975", pp.93-106 in J. Kugler & D. Lemke (eds.), *Parity and War: Evaluations and Extensions of The War Ledger*, Ann Arbor, Michigan University Press, 1996.
- KIM, Woosang**, "Power Parity, Alliance, Dissatisfaction and Wars in East Asia, 1860-1993", *Journal of Conflict Resolution*, vol.46, n°5, 2002, pp.654-671.
- KINDLEBERGER, Charles P.**, *Power and Money*, New York, Basic Books, 1970.
- KINDLEBERGER, Charles P.**, *The World in Depression, 1929-1939*, Berkeley, University of California Press, 1973.
- KRASNER, Stephen D.**, "Structural Causes and Regime Consequences : Regimes as Intervening Variables", in Stephen D. Krasner (ed.), *International Regimes*, Ithaca, Cornell University Press, 1983.
- KUGLER, Jacek & Douglas LEMKE (ss.dir.)**, *Parity and War: Evaluations and Extensions of The War Ledger*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 1996.
- KUGLER, J., A. FISUNOGLU & B. YESILADA**, "Consequences of Reversing the European Union Integration", *Foreign Policy Analysis*, vol.11, 2015, pp.17-39.
- KUPCHAN, Charles A., Emanuel ADLER, Jean-Marc COICAUD & Yuen Foong KHONG**, *Power in Transition: The Peaceful Change of International Order*, Tokyo, United Nations University, 2001.
- KUPCHAN, Charles A.**, *The End of the American Era*, New York, Knopf, 2002.

- LAKE, David A., "Escape from the State of Nature : Authority and Hierarchy in World Politics", *International Security*, vol.32, n°1, 2007, pp.47-79.
- LAKE, David A., "Relational Authority and Legitimacy in International Relations", *American Behavioral Scientist*, vol.53, n°3, 2009, pp.331-353.
- LEBOW, Richard Ned & Benjamin VALENTINO, "Lost in Transition : A Critical Analysis of Power Transition Theory", *International Relations*, vol.23, n°3, 2009, pp.389-410.
- LEMKE, Douglas, *Regions of War and Peace*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002.
- LEMKE, Douglas & Ronald TAMMEN, "Power Transition Theory and the Rise of China", *International Interactions*, vol.29, n°4, 2003, pp.269-271.
- MORGENTHAU, Hans J., *Politics among Nations : The Struggle for Power and Peace*, 5<sup>th</sup> (revised) edition, New York, Alfred A. Knopf, 1978.
- MOUL, William B., "Balances of Power and European Great Power War, 1815-1939 : A Suggestion and Some Evidence", *Canadian Journal of Political Science*, vol.18, n°3, 1985, pp.481-528.
- MUNDELL, Robert, "A Theory of Optimum Currency Areas", *American Economic Review*, vol.51, n°4, 1961, pp.657-665.
- NIEBUHR, Reinhold, *Moral Man and Immoral Society : A Study of Ethics and Politics*, New York, Charles Scribner's Sons, 1932.
- NYE, Joseph, *Bound to Lead: The Changing Nature of American Power*, New York, Basic Books, 1990.
- NYE, Joseph, *Soft Power : The Means to Success in World Politics*, Cambridge, MA, Public Affairs, 2004.
- ORGANSKI, A.F.K., *World Politics*, New York, Knopf, 1958.
- ORGANSKI, A.F.K., *The Stages of Political Development* (New York, Alfred Knopf, 1965.
- ORGANSKI, A.F.K. & Jacek KUGLER, "The Costs of Major Wars : The Phoenix Factor", *American Political Science Review*, vol.71, n°4, 1977, pp.1347-1366.
- ORGANSKI, A.F.K. & Jacek KUGLER, *The War Ledger*, Chicago, University of Chicago Press, 1980.
- ORGANSKI, A.F.K. & R.L. TAMMEN, "The New Open Door Policy : US Strategy in the Post-Cold war Era", in J. Kugler & D. Lemke (eds.), *Parity and War : Evaluations and Extensions of The War Ledger*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 1996.
- ORGANSKI, A.F.K. & J. KUGLER, *War Ledger Data, 1870-1974*, Ann Arbor, MI, Inter-University Consortium for Political & Social Research, 2011 : <https://doi.org/10.3886/ICPSR09000.v2>.
- RAGHAVAN, V.R., "The US and the Rising Powers : India and China", *Seminar on the US and the Rising Powers*, Chennai, Centre for Security Analysis, 2006.
- RAUCH, Carsten, "Adjusting Power Transition Theory – Satisfaction with the Status Quo, International Power Constellations, and the Case of the Weimar Republic", *Geopolitics, History & International Relations*, vol.8, n°2, 2016, pp.127-158.
- RAUCH, Carsten, "Realism and Power Transition Theory : Different Branches of the Power Tree", pp.55-71 in David Orsi, J.R. Avgustin & Max Nurnus (eds.), *Realism in Practice : An Appraisal*, Bristol, E-International Relations Publishing, 2018. Consultable en ligne à l'adresse : <http://www.e-ir.info/2018/02/03/realism-and-power-transition-theory-different-branches-of-the-power-tree/>.
- ROSS, Robert S. & Zhu FENG (eds.), *China's Ascent : Power, Security, and the Future of International Politics*, Ithaca, Cornell University Press, 2008.
- SIGNORINO, Curtis & Jeffrey RITTER, "Tau-B and Not Tau-B : Measuring the Similarity of Foreign Policy Positions", *International Studies Quarterly*, vol.43, n°1, 1999, pp.115-144.
- TAMMEN, Ronald L., Jacek KUGLER & Douglas LEMKE (ss.dir.), *Power Transitions: Strategies for the 21<sup>st</sup> Century*, New York, Chatham House, 2000.

TAMMEN, R.L., “The Impact of Asia on World Politics: China and India Options for the United States”, *International Studies Review*, vol.8, n°4, 2006, pp.563-580.

TAMMEN, Ronald L., “The Organski Legacy : A Fifty-Year Research Program”, *International Interactions*, vol.34, n°4, 2008.

TAMMEN, R.L., J. KUGLER & D. LEMKE, *TransResearch Consortium Work Paper #1*, 2011 : <https://static1.squarespace.com/static/576ef1a0be65941edd80fcf7/t/578d56e22e69cfbb1192c4cf/1468880611440/Power+Transition+Theory.pdf>.

TAMMEN, R.L., J. KUGLER & D. LEMKE, “Foundations of Power Transition Theory”, October 2017, publié en ligne : DOI : 10.1093/acrefore/9780190228637.013.296.

WALTZ, Kenneth, *Man, the State, and War: A Theoretical Analysis*, New York, Columbia University Press, 1959.

WALTZ, Kenneth, *Theory of International Politics*, Reading, Mass., Addison-Wesley, 1979.

WALTZ, Kenneth, “The Spread of Nuclear Weapons : More May Be Better”, *Adelphi Paper* n°171, Londres, International Institute for Strategic Studies, 1981.

WALTZ, Kenneth, “Realist Thought and Neorealist Theory”, *Journal of International Affairs*, vol.44, n°1, 1990, pp.21-37.

WALTZ, Kenneth, “Structural Realism after the Cold War”, *International Security*, vol.25, n°1, 2000, pp.5-41.

YESILADA, B., J. KUGLER, G. GENNA & O. TANRIKULU, *Global Power Transition and the Future of the European Union*, London, Routledge, 2017.